

LA GAUCHE COMMUNISTES

SOMMAIRE

PRESENTATION.....	1
OU DICTATURE REVOLUTIONNAIRE DU PARTI COMMUNISTE OU REPRESSION BOURGEOISE SUR, LE PROLETARIAT.....	3
EVOLUTION ET DYNAMIQUE DE LA FORME SYNDICALE.....	7
1848-1871 Phase libérale : interdiction.....	7
1871-1914 Phase d'expansion : assujettissement.....	8
1914-1926 Parabole révolutionnaire : la courroie de transmission.....	8
Phase du totalitarisme étatique : syndicats d'Etat.....	10
a) 1926-1945 : Période fasciste.....	10
b) 1945. Période post-fasciste. Le syndicalisme tricolore.....	11
DES SOURCES INTANGIBLES DU MARXISME REVOLUTIONNAIRE JAILLIT LA FONCTION DES COMMUNISTES DANS LA LUTTE DE CLASSES DU PROLETARIAT.....	15
La cohérence nécessaire entre les tâches historiques et les directives immédiates.....	15
L'opportunisme découvre toujours de "nouvelles phases".....	16
L'unité théorico-pratique du parti ne change pas selon la phase historique.....	18
La solution se trouve dans un juste équilibre entre les tâches du parti.....	19
Antithèse : la bonne tactique engendre la bonne organisation.....	20
Parti et action de classe dans la tradition de la Gauche et de Lénine.....	22
La Pyramide : Parti, Soviets, Syndicats Classe.....	24
Aujourd'hui : hors et contre les syndicats du régime.....	25
Soutenir et diriger la lutte que les ouvriers ont déjà commencée.....	27
Contribuer à l'organisation des ouvriers.....	29
La direction de la lutte syndicale n'a rien d'incompatible avec les tâches révolutionnaires.....	29
Deux déviations opposées mais convergentes.....	31
Impuissance du "brigatisme" syndical.....	32
Points cardinaux de l'intervention du Parti dans les luttes.....	34
Les groupes communistes et les comités ouvriers.....	36
Lénine, 1905 : dans certaines organisations, à certaines conditions.....	38
Le sens de notre "esprit de parti.".....	40
La nécessité de l'organisation économique de classe, repère programmatique du Parti.....	42
NOTES SUR LA SITUATION SYNDICALE EN FRANCE.....	45

PRESENTATION

Le parti, même dans les périodes les plus défavorables, a toujours considéré comme un de ses devoirs fondamentaux la participation aux luttes ouvrières et la définition de normes précises pour l'action revendicative.

Dans le cadre de la poursuite de notre étude de la question syndicale nous publions dans ce numéro de la revue une série d'articles qui prennent en considération les divers aspects de cette question et la position du parti envers eux.

Le premier article traite de la situation en Pologne, où les grèves et la répression étatique, alliée à la duperie démocratique de type pro-occidental, démontrent encore une fois qu'aucune variante de régime du Capital aucune violence ou mystification opportuniste ne peut empêcher l'explosion de la lutte de classes, et confirment notre prévision selon laquelle le prolétariat sera toujours et partout contraint de reconstruire ses propres *organisations économiques de défense*. De même, c'est contre les lois et les forces des Etats, à l'est comme à l'ouest, que devra se réaliser ce schéma historique nécessaire pour la reprise ouvrière. Le lecteur constatera, à travers ce court article, combien est large le fossé entre l'orientation classiste qu'il développe clairement et les imbécillités suivistes et confuses de tous les groupuscules qui, soit glorifient le "modèle polonais", soit, pire encore, n'ont rien à dire si ce n'est des banalités du genre : "la Pologne, un an après, vive la lutte de classes", formules qui pourraient être reprises pour n'importe quel pays et quasiment par n'importe qui d'un peu "radical". Les exclamations bruyantes n'ont jamais remplacé l'analyse marxiste, au contraire, elles ont souvent prouvé que ceux qui se gargarisent des premières n'ont plus les moyens de s'orienter clairement, n'ont plus de points de repère. Et quand une organisation n'est plus capable de définir sans équivoque, sans ambiguïté, ses orientations concrètes d'action, c'est qu'elle a fait faillite.

Suit une étude brève mais dense de la parabole accomplie par les syndicats dans les vieilles métropoles capitalistes. Cette étude a paru dans le n° 1 (janvier-avril 1979) de notre revue théorique en langue italienne, Comunismo.

Le troisième texte est un rapport tenu lors de la réunion générale du Parti en mai 1981, qui spécifie le rôle et la fonction des militants communistes sur le terrain des luttes ouvrières immédiates. Ce rapport avait déjà paru en italien dans les numéros 82 à 85 (juin-septembre 1981) de Il Partito Comunista.

Enfin, on examinera rapidement la situation en France, afin de mettre en lumière à grands traits l'intégration des syndicats tricolores, leur fonction d'agents bourgeois dans les rangs ouvriers et de tracer la perspective qui permette à la classe de défendre ses intérêts sur des positions qui sont les siennes, avec ses propres méthodes et revendications, contre toutes les orientations légales, corporatistes et collaborationnistes, sans concession et compromis envers tous les groupes confusionnistes de la dite gauche syndicale et, dans tous les cas, hors et contre les syndicats de régime.

POLOGNE :

OU DICTATURE REVOLUTIONNAIRE DU PARTI COMMUNISTE OU REPRESSION BOURGEOISE SUR, LE PROLETARIAT

Déjà plus d'une année nous sépare de l'août de Gdansk, de la magnifique grève de plus d'un mois des ouvriers des centres les plus importants de la Pologne, qui fut saluée par nous comme un des signes les plus importants, des cinquante dernières années, de la reprise du mouvement de classe à l'échelle mondiale. La grève était formidable, et pas seulement en extension et en fermeté ; sa force était vivifiée par une organisation qui s'était formée au cours des luttes précédentes, hors et contre le contrôle étatique. Les ouvriers avaient, parmi leurs revendications prioritaires et intouchables, la reconnaissance du "syndicat libre", confirmant ainsi l'un des acquis les plus importants du marxisme : quand les travailleurs se battent pour leurs besoins de prolétaires, ils posent comme, exigence première et nécessaire celle d'une organisation autonome de classe.

Pour certains, Solidarité représentait, avec sa Direction, un mouvement de classe authentique, malgré ce qu'ils nommaient son "ingénuité" nationaliste, catholique, pro-paysanne, tandis que pour d'autres, elle représentait exclusivement un mouvement anti-prolétarien et anti-communiste, et donc anti-URSS car ils prennent pour argent comptant que l'URSS est communiste.

Pour notre part, nous avons tout de suite souligné, jetant beaucoup d'eau sur le feu, que la voie la pire que les ouvriers polonais pouvaient prendre était la voie démocratique. Et cela n'a pas manqué, depuis la première signature des accords de Gdansk, et, pendant toute l'année, cela ne fut qu'un crescendo de revendications démocratiques, sous la bénédiction du pape et l'encouragement de tous les Etats occidentaux, USA en tête.

Depuis son apparition en tant qu'organisation nationale, Solidarnosc a vécu la contradiction entre les poussées classistes en provenance du prolétariat, organisé dans les usines et dans les zones à concentration ouvrière, et l'appareil de contrôle et de collaboration avec l'Etat que s'est toujours trouvée être la Direction nationale, avec à sa tête Walesa.

Ce contraste entre les organisations locales et d'usines de Solidarnosc et la direction nationale se reflétait aussi dans le Congrès de Gdansk où, pour la première fois, Walesa et consorts se voyaient contrer ouvertement par un groupe compact de délégués définis comme "radicaux" ou "extrémistes", pas bien organisés, non homogènes, qui n'avaient pas tous les idées claires, mais qui étaient certainement l'expression de la puissante poussée ouvrière.

L'appareil étatique suivait avec une préoccupation croissante ce désaccord, se préparant à intervenir pour le cas où Walesa et les siens n'auraient plus été en mesure de contrôler les masses.

Jaruzelski, pendant qu'il lançait sa proposition d'entente nationale, demandait « une initiative immédiate pour suspendre temporairement le droit de grève ».

Sur cette nécessité, la direction de Solidarnosc s'était prononcée d'accord sur le principe, et un message du Praesidium partageait l'espoir que fussent éliminées les grèves et protestations injustifiées.

Mais les agitations à cause de la pénurie de biens alimentaires se poursuivaient et s'intensifiaient dans tout le pays.

Le 4 novembre avait lieu une rencontre entre Glemp, Walesa et Jaruzelski à l'issue de laquelle ils répétaient la nécessité de "l'entente nationale."

Mais les grèves continuaient et la tension croissait toujours plus, à Zielona Gora, à Radom, à Wroclaw, dans la Haute-Silésie, ...

Le 4 décembre se réunissait à Radom la présidence élargie qui, contre la volonté de Walesa, décidait la préparation de la grève générale. Walesa qualifia cette décision de "maladroite". Entre temps, des nouvelles arrivaient, selon lesquelles, dans diverses localités, des initiatives étaient en cours en vue de la formation d'une "garde ouvrière".

Le 11 décembre se réunit à Gdansk la commission nationale de coordination : Walesa invite à la "patience" et avertit : "l'affrontement serait un suicide". Une lettre du cardinal Glemp (datée du 6/12) est rendue publique, dans laquelle il exprime le chagrin de l'Eglise pour les "phénomènes de haine sociale" et du fait que certains "voient dans l'affrontement" la solution aux problèmes :

« il est nécessaire de poursuivre le dialogue qui, s'il est actuellement difficile, n'a jamais été stérile ».

Mais, malgré tous ces avertissements, la ligne épiscopale de collaboration avec l'Etat défendue par Walesa et consorts fut mise en minorité, et la commission nationale a confirmé la décision de grève générale.

C'est dans ce contexte qu'a été déclenchée l'opération policière destinée à rétablir la discipline dans les usines et sur les chantiers. Ce n'est pas un hasard si l'opération a été déclenchée quand Walesa a été mis en minorité même dans les organes dirigeants nationaux, quand il était alors devenu clair que les dirigeants syndicaux opportunistes n'étaient plus en mesure de freiner et de contrôler la pression des masses.

Et on ne comprend pas pourquoi Walesa, Glemp et autres se lamentent à cause de la répression étatique brutale qui se déchaîne aujourd'hui de façon indiscriminée et sans distinction subtile entre amis et ennemis. Ils voulaient la paix sociale, l'ordre, la discipline, ils voulaient que les ouvriers se soumettent à la Patrie. Ils voulaient la même chose que veut Jaruzelski, mais ils n'ont pas réussi à l'obtenir avec leurs méthodes, et il est parfaitement logique qu'ils soient maintenant plus ou moins brusquement mis de côté et que leur place soit prise par l'appareil militaire. Et on peut dire qu'ils ont bien travaillé car, s'ils ont réussi à freiner les masses, ils ont aussi livré l'organisation ouvrière aux mains du régime. Déjà, le jour précédent les rafles de police, des nouvelles éloquentes de mouvements de troupes d'engins blindés, de mobilisation de réservistes, d'enrôlement forcé de jeunes paysans parvenaient aux sièges syndicaux.

Et pourtant, les membres de la commission nationale se sont faits prendre tranquillement dans leur lit. Aucun plan sérieux n'avait été mis en place face à une éventualité de ce genre qui était cependant dans l'air depuis des mois, discutée ouvertement par les représentants de l'Etat. Le journal Le Monde fait référence aux instructions de la section de Wroclaw remontant au mois de mars dernier : la directive est d'occuper les entreprises, d'y rester, de les garder, de résister de manière passive. Les cinq membres de la commission nationale ayant échappé aux arrestations ont diffusé un communiqué dans lequel ils appelaient à la grève générale, tout en ajoutant des revendications tout à fait inadéquates à la réalité de la situation :

« En entreprenant cette grève, rappelons-nous la nécessité de faire preuve de discipline et de calme, de respecter la propriété de l'Etat, et d'éviter dans la mesure du possible un affrontement inutile avec les

forces de sécurité. Notre arme, c'est le calme, l'honneur et l'organisation au sein des entreprises. Notre espérance est l'unité et la solidarité de tous les travailleurs polonais. »

Naturellement, le cardinal Glemp ne démordit pas, et lança le seul message amplement diffusé par la radio d'Etat alors militarisée :

« Il n'y a pas de valeur plus grande que la vie humaine, c'est pourquoi je lance des appels à la raison, même si cela signifie que je m'expose ainsi à des insultes. Et je supplierai, même si je devais le faire à genoux : ne commencez pas une guerre entre polonais, ne vous tuez pas les uns les autres... Aucun fils de la nation polonaise ne doit perdre la vie dans ces conflits fratricides. »

Ces appels au calme sont dirigés contre la classe ouvrière qui, dans un élan généreux, lutte pour défendre sa vie à un moment où il n'y a pas à conjurer la guerre civile, car c'est l'Etat qui a déjà commencé la guerre civile : on parle de plus de 45.000 arrestations, état de siège, militarisation de tous les postes de travail, interdiction de réunion, de grève, peine de mort pour qui viole l'état de siège, morts et blessés en Silésie, à Radom, à Gdansk, à Stettin. La première mesure de l'Etat après le début de l'opération policière a été l'abolition des samedis libres, et cette décision constitue en elle-même un acte de guerre contre le prolétariat.

Les mesures du gouvernement polonais s'insèrent dans un contexte international délicat et c'est pour cela qu'elles suscitent tant d'intérêt et d'appréhension : mais elles ne sont rien d'autre que des dispositions intérieures contre le prolétariat exploité, dispositions que prendrait tout Etat bourgeois dans des conditions économiques analogues. Les filous qui gouvernent les pays occidentaux sont bien conscients de cela : tout en exprimant leur indignation, ils répètent qu'il s'agit d'affaires intérieures polonaises et que l'important c'est que la Russie n'intervienne pas. La RFA a confirmé ses crédits et la finance internationale voit dans ces "mesures fortes" une condition nécessaire pour la relance économique. En somme, pour les banques occidentales, l'ordre sous le talon de fer des militaires est une garantie solide pour récupérer leurs prêts. Inutile de dire que les dirigeants russes jubilent de satisfaction, pendant que le président américain cherche à exploiter politiquement la situation en parlant comme un boy-scout de violation des accords d'Helsinki. La position des puissances occidentales n'aurait pu se modifier que si la réaction ouvrière avait été assez puissante pour montrer que pas même la solution Jaruzelski n'était en mesure de garantir l'ordre social. Pendant ce temps, nous devons assister, honteux et impuissants, à l'agression brutale contre le prolétariat polonais, tandis que les margoulins de l'occident : pape, Reagan, Schmidt, Mitterrand, etc., protestent et trépignent, et pendant que les prolétaires occidentaux restent indifférents et observent, en laissant les représentants éhontés des classes riches se poser en protecteurs de leurs frères polonais. C'est dans ce contexte que nous recueillons le commentaire plus sincère et significatif d'un haut dignitaire chinois :

« Nous aussi, nous avons de jeunes ouvriers du genre de Walesa, mais nous les avons remis en place à temps. »

La leçon de la Pologne est une dure leçon ; c'est l'anticipation de ce que les prolétaires doivent attendre de leur bourgeoisie et de leurs organisations démocratiques. Les ouvriers polonais ont été avant tout désarmés par les dirigeants opportunistes qui ont œuvré à les convaincre que l'on pouvait et devait éviter l'affrontement avec l'Etat. Et c'est pour éviter l'affrontement que le réseau national de Solidarnosc est pratiquement tombé dans les mains de la police qui a pu le détruire en une nuit. Au lieu de préparer l'organisation à la lutte qui était inévitable, les dirigeants opportunistes ont œuvré afin de soumettre les masses prolétariennes à l'intérêt national. Et quand les ouvriers ont montré qu'ils ne voulaient pas accepter au nom de la patrie l'exploitation et la misère de toujours, l'Etat les a brutalement attaqués, et ils se sont trouvés impréparés, privés d'une orientation adéquate et d'une organisation prête pour la lutte.

Aujourd'hui, l'affrontement se passa dans les pires conditions pour le prolétariat désarmé, isolé usine par usine, localité par localité, alors que l'ennemi est puissamment armé et centralisé. Et même dans

ces conditions la classe ouvrière ne se laisse pas soumettre sans combattre et affronte avec courage les détachements sur le pied de guerre qui lui tirent dessus. Le courage désespéré des ouvriers polonais est un exemple d'autant plus précieux, au moment où ils sont seuls, abandonnés par leurs faux amis, que ceux-ci, en bons démocrates, savaient seulement répéter qu'il faut éviter l'affrontement avec l'Etat. Et maintenant que c'est l'Etat qui se heurte volontairement aux masses prolétariennes, pendant que la police arrête, blesse, tue, pendant que le gouvernement, par la force brutale, annule des conquêtes que l'on croyait acquises après des années de luttes, les démocrates ont l'effronterie de continuer à répéter leurs appels lâches et méprisables au calme et à la concorde nationale...

EVOLUTION ET DYNAMIQUE DE LA FORME SYNDICALE

Dans la succession des grands cycles historiques qui ont suivi l'affirmation victorieuse de la bourgeoisie après la révolution de 1789, les formes d'association économique du prolétariat ont subi certaines vicissitudes, passant de la négation ouverte de la part de l'Etat bourgeois à la reconnaissance légale et à la tentative de conquête de l'intérieur jusqu'au syndicat unique d'Etat, contraint et forcé.

Le déroulement de cette dynamique des formes syndicales a conduit suivant les époques à des résultats divers, quelquefois contradictoires (ainsi, les mêmes organisations qui, en 1914, furent utilisées par la bourgeoisie pour entraîner le prolétariat dans la guerre, servirent ensuite au prolétariat lui-même pour la mobilisation anticapitaliste, devenant, dans, beaucoup de cas, de vraies "citadelles rouges").

L'histoire du mouvement syndical doit donc être lue d'une façon dynamique et non formaliste, et la succession des diverses formes d'organisations ouvrières ne peut être attribuée à une "évolution spontanée" de celles-ci dans un sens ou dans l'autre.

C'est l'issue favorable ou défavorable de la lutte des classes qui a fait prévaloir l'une ou l'autre forme d'encadrement syndical, et celui-ci n'est qu'un des aspects de la lutte entre prolétariat et bourgeoisie. Celle-ci, dans le premier après-guerre, réussit à imposer ses propres formes d'organisation syndicale, liées à la solidarité nationale, mais seulement après la défaite de l'assaut révolutionnaire en Occident, la destruction des glorieuses Chambres du Travail et la dégénérescence de la III^{ème} Internationale.

Selon notre schéma traditionnel, étudions la succession, dans les grandes aires géopolitiques, ***des cycles historiques qui n'admettent pas de retour en arrière*** et dans lesquels l'affrontement entre les classes se traduit en des lignes de tendances qui sont déterminées par le développement des forces productives, par l'issue des batailles précédentes et des rapports de force entre les classes.

1848-1871 Phase libérale : interdiction

Les guerres nationales terminées en Europe occidentale, le prolétariat, d'abord encadré dans le front bourgeois anti-féodal, se manifeste pour la première fois comme classe autonome face à la bourgeoisie et à la petite-bourgeoisie, avec ses ***propres*** revendications et ses propres organisations. C'est l'époque libérale où la bourgeoisie, encore divisée entre ses diverses fractions : propriétaires fonciers, bourgeoisie industrielle et financière, résout ses antagonismes internes au parlement qui est alors l'organe essentiel pour le fonctionnement de la machine étatique.

Grèves et organisations ouvrières sont interdites par la loi, et cela donne aux luttes économiques un caractère immédiatement politique, car la défense du pain ne peut se faire sans affronter l'appareil d'Etat bourgeois. Pour la même raison, le surgissement des organismes économiques ouvriers va de pair avec le développement du parti de classe, la Première Internationale, et mille fils relient ceux-là à celle-ci. La fin du cycle, c'est la répression du prolétariat parisien, œuvre des bourgeoisies française et prussienne unies, qui marquera la fin, pour toute l'Europe occidentale, des guerres nationales. Après la Commune de Paris, on aura aussi la séparation définitive de la tendance anarchiste de celle marxiste qui, jusqu'alors, cohabitaient dans la Première Internationale, et la séparation de celle-ci des puissants Trade-Unions anglais qui annonçaient déjà une tendance au corporatisme étroit et à la subordination aux politiques conservatrices bourgeoises.

Le cycle s'achève sur un résultat définitivement établi pour le prolétariat européen : le mouvement économique et l'organisation des ouvriers apparaissent désormais comme inéluctables à la bourgeoisie elle-même qui ne se propose plus de les détruire, mais de les influencer et de les détacher de leur but révolutionnaire.

1871-1914 Phase d'expansion : assujettissement

C'est la période de développement "pacifique" de la bourgeoisie et de l'extension du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale. L'expansion économique entraîne la croissance numérique et la concentration toujours plus grande du prolétariat dont les organisations s'étendent et se renforcent. Le développement des organisations ouvrières va de pair avec la résurgence du parti de classe, la Deuxième Internationale qui l'encourage et le renforce. En Italie en particulier, ce procès est retardé par rapport aux autres pays, et la naissance des ligues prolétariennes au début du XX^e siècle est étroitement liée au développement du Parti Socialiste avec lequel elles maintiendront toujours des liens très étroits.

La bourgeoisie ne peut plus tenter la destruction physique des organisations du prolétariat, et est contrainte d'en reconnaître l'existence, contredisant sa doctrine libérale. Elle crée cependant ses propres syndicats blancs et jaunes en opposition aux syndicats rouges liés au Parti. Parallèlement, elle tente d'influencer les organisations ouvrières de l'intérieur, par le biais des tendances réformistes et révisionnistes.

Ces tendances trouvent leur base matérielle dans les couches de l'aristocratie ouvrière que le capitalisme a pu créer grâce aux conquêtes coloniales et à l'exploitation bestiale du prolétariat et des paysans de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique Latine. C'est avec les revenus de cette exploitation que le capital a pu, en leur balançant quelques miettes, corrompre de vastes couches du prolétariat européen, renforçant les tendances révisionnistes, pacifistes, légalitaires. Une longue période d'épanouissement économique et d'expansion semble avoir éloigné à jamais la catastrophe économique et sociale, avalisant les thèses des réviseurs et des négateurs de la doctrine marxiste.

Au sein des syndicats, de telles tendances se manifestent avec la revendication de la *neutralité* syndicale, c'est-à-dire de l'indépendance par rapport au parti de classe et de la prétendue *autonomie* des organismes syndicaux qui ne signifie rien d'autre que de se soustraire à l'influence du parti pour se plier aux ordres de la bourgeoisie.

Les tendances révisionnistes et réformistes, toujours opposées au marxisme révolutionnaire, se développent progressivement, jusqu'à devenir, à la veille de la guerre, dominantes dans tous les partis de la Deuxième Internationale.

Le choc de la guerre mondiale fait se précipiter la situation : dans toute l'Europe, les partis de la Deuxième Internationale – mis à part le PSI qui maintient la formule ambiguë "ni adhérer ni saboter" – passent directement dans le camp bourgeois, et c'est seulement grâce à leur aide que la bourgeoisie réussit à entraîner le prolétariat de tous les pays à se massacrer sur les fronts de la guerre. Le cycle s'achève avec la mise en tutelle complète des centrales syndicales par les bourgeoisies nationales respectives et avec leur utilisation pour la mobilisation patriotique des travailleurs. C'est une grande victoire pour la bourgeoisie.

1914-1926 Parabole révolutionnaire : la courroie de transmission

Seules de petites minorités à l'intérieur des partis socialistes restent sur des positions révolutionnaires cohérentes. Les deux premières années de guerre sont caractérisées dans tous les pays par l'absence de luttes prolétariennes. Mais les conditions de vie créées par la guerre, les souffrances, les massacres, les privations ramènent rapidement le prolétariat au premier plan. Ce sont les premières manifestations contre la guerre, pour la paix, pour le pain, au front comme à l'arrière. A la pression des conditions

économiques s'ajoute la vivacité d'une tradition récente de lutte de classes que la trahison de la social-démocratie n'a pu que ternir mais non effacer.

Le 1917 russe renforce et stimule énormément les luttes du prolétariat en Europe occidentale, renforce de même les ailes révolutionnaires à l'intérieur des vieux partis. A la fin de la guerre et à ses derniers moments, l'élan du prolétariat européen est énorme et les luttes ne se limitent pas à la défense économique, mais atteignent un point culminant d'organisation et de lutte armée contre l'Etat. Après la révolution d'Octobre, les différentes bourgeoisies sont contraintes de conclure en toute hâte la paix afin d'éviter que l'onde révolutionnaire ne s'étende selon l'exemple russe. En Allemagne, à la fin de 1918, le mouvement des soviets et les insurrections se succèdent sans pourtant trouver un parti ayant une politique révolutionnaire cohérente, et sont écrasés en janvier 1919 dans une défaite sanglante.

La guerre terminée, dans les années 1919-1920, la répression des masses prolétariennes atteint l'intensité maximale dans toute l'Europe. Les ouvriers répondent immédiatement par la lutte à la crise économique qui suit les années de guerre dans tous les pays. De formidables grèves se succèdent dans tous les secteurs. Pour conduire cette lutte de défense des conditions matérielles, les vieux syndicats se révèlent encore utilisables, même si leur direction est aux mains des réformistes. En Italie, la CGL gonfle démesurément ses effectifs, passant en peu de temps (1918-1920) de 249.039 à 2.150.000 inscrits. Parallèlement, naissent sur les lieux de travail, pour la nécessité de la lutte immédiate, les conseils de fabrique. L'afflux de ces masses énormes dans les vieux syndicats qui maintiennent encore un tissu ouvrier leur apporte une bouffée d'enthousiasme classiste, de sainte haine contre les patrons et leurs institutions, les transformant dans beaucoup de cas en véritables citadelles rouges. La bourgeoisie veille, se fiant au travail des réformistes, alors que la petite-bourgeoisie est apeurée et penche plutôt du côté du prolétariat : il est significatif que, durant les grèves, les boutiquiers portent les clés de leur négoce aux Chambres du Travail et ouvrent aux grévistes un crédit illimité pour qu'ils puissent tenir. La force est du côté des travailleurs et, ainsi, le "soutien de l'opinion publique" ne peut manquer : c'est une leçon à ne pas oublier.

Les bonzes opportunistes cherchent par tous les moyens à limiter l'accès aux organisations syndicales, à freiner les luttes, à les maintenir dans le cadre de l'ordre bourgeois. Une lutte féroce s'engage alors à l'intérieur des syndicats contre la direction opportuniste.

Les communistes sont à leur place dans cette bataille, ils dénoncent au prolétariat comme défaitiste l'œuvre des centrales de la Confédération et montent à l'assaut des directions des syndicats, afin d'en expulser les chefs traîtres.

En 1920, le II^e Congrès de l'Internationale Communiste dictait ses thèses "**Sur les syndicats et sur les conseils de fabrique**". Deux visions déformées y sont combattues : celle kaapédiste négatrice du syndicat, selon laquelle les ouvriers révolutionnaires doivent s'en détacher et s'organiser séparément de la grande majorité du prolétariat, et celle conseilliste, qui voyait dans les conseils de fabrique, **organes contingents de lutte**, la forme enfin découverte qui se serait substituée aux vieux syndicats. Les thèses établissent que les communistes ont le devoir de pénétrer à l'intérieur des organisations ouvrières pour en conquérir la direction, en démontrant que les directives pratiques du parti sont les plus efficaces pour la défense du pain, et pour qu'elles deviennent les courroies de transmission, entre le Parti et les masses prolétariennes, des directives révolutionnaires.

Dans toute l'Europe occidentale, les marxistes révolutionnaires se séparent pour toujours des sociaux-démocrates. Les partis communistes surgissent, sections de la Troisième Internationale, souvent faibles, avec des carences, mais avec une large influence sur le prolétariat. A la centrale syndicale jaune d'Amsterdam, on oppose **l'Internationale des Syndicats Rouges** de Moscou, qui a déclaré la guerre aux classes riches et qui appelle le prolétariat de tous les pays à la lutte de classe sans quartier.

A la vague révolutionnaire du premier après-guerre, le capitalisme répond en Italie et en Allemagne avec la réaction fasciste et avec la trahison des chefs réformistes. Pendant que les bandes fascistes et les

forces régulières de l'Etat attaquent les Chambres du Travail et persécutent les prolétaires les plus décidés, se heurtant à une résistance efficace seulement de la part des milices ouvrières organisées par le Parti Communiste d'Italie, les chefs du PSI et de la CGL désarment le prolétariat, l'empêchant de réagir, brisant les grèves, cherchant à le porter sur le terrain de la solidarité nationale et non sur celui de la lutte de classe. Sans l'action de trahison des sociaux-démocrates, les bandes fascistes n'auraient jamais eu la force d'attaquer les organisations rouges et les ouvriers, qui même à demi-désarmés, surent leur infliger des leçons mémorables. Seul le Parti Communiste met toutes ses forces dans la défense des organisations de classe qui, même dirigé par des agents de la bourgeoisie, sont encore un instrument valide pour les masses prolétariennes. Le dernier épisode de la réaction de classe a lieu avec la grève générale d'Août 1922 lancée par l'Alliance du Travail (celle-ci, qui surgie grâce à l'initiative communiste, aurait dû constituer un front des forces prolétariennes contre l'offensive bourgeoise). La grève fut sabotée par les chefs réformistes et les chefs anarchistes de l'USI qui, au sommet de l'action, donnèrent l'ordre de la retraite. Après cette défaite, les forces bourgeoises ont la voie pratiquement libre et prennent le dessus, toujours contrées par les forces du Parti Communiste qui chercheront à sauver ce qui peut l'être, ne cédant jamais un seul pouce de terrain sans combattre. Mais ce sera encore une fois aux traîtres de donner au prolétariat le classique "coup derrière la nuque" : en 1926 les dirigeants de la CGL déclarèrent se dissoudre, démoralisant ces prolétaires qui se battaient encore sur le front des syndicats rouges.

Pendant ce temps, dans l'International, suite à la défaite de la révolution en Occident, ce sont les forces de la contre-révolution qui prennent le dessus : le stalinisme. Partant de déviation au niveau tactique (dans l'espoir de renverser les rapports de force désormais défavorables), on en arriva à remettre en cause les principes eux-mêmes et la finalité du Parti Communiste mondial, qui devint un instrument dans les mains de l'Etat russe. Seule la Gauche Italienne et l'opposition russe guidée par Trotski s'opposèrent à la dégénérescence stalinienne. Le même processus se déroula dans tous les pays et les soi-disant partis communistes liés à Moscou conservèrent les mêmes références, mais passèrent dans le camp ennemi, abandonnant le programme révolutionnaire pour se porter au service des divers intérêts nationaux.

Phase du totalitarisme étatique : syndicats d'Etat

a) 1926-1945 : Période fasciste

La crise de 1929 se passe sans que n'arrive aucune vague révolutionnaire, et la bourgeoisie peut résoudre ses contradictions avec la deuxième guerre mondiale, massacre de millions de prolétaires, qui vit la glorieuse ex-république des Soviets s'allier d'abord à l'impérialisme allemand, puis à l'impérialisme américain au nom de la démocratie.

Bien différente avait été l'attitude des vrais communistes dans le premier conflit mondial : ***guerre à la guerre, non à la solidarité nationale, transformation de la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire de classe !***

L'onde révolutionnaire passée, le Parti Communiste mondial détruit, la bourgeoisie put tranquillement, sans obstacle, réaliser son plan d'encadrement syndical des ouvriers : ceux-ci n'ont plus leur parti, ne se considèrent plus comme une classe à dimension internationale et opposée à toutes les autres classes, mais comme un "facteur de production", une composante du peuple, de la Nation qui, avec le Capital, contribue au bien-être et à la prospérité de la Patrie. Dans la conception fasciste, le salaire doit être défendu, mais seulement si cela ne nuit pas à l'économie nationale ; des conflits peuvent exister, mais, au-dessus d'eux, prévaut l'impératif de la solidarité nationale. C'est le programme réformiste que la bourgeoisie, unifiée dans ***son parti*** fasciste, tentera de réaliser dans les faits.

Le prolétariat tout entier se voit, encadré obligatoirement dans des syndicats qui sont pour tous les vrais **organes de l'Etat** ; la bourgeoisie ne peut plus supporter l'existence de syndicats libres, même à direction non-révolutionnaire. La Chambre des Corporations réunit les représentants des divers "facteurs productifs" (aujourd'hui, on dirait "partenaires-sociaux") : industriels et soi-disant représentants ouvriers qui, sous la mainmise de l'Etat, expriment les divergences éventuelles.

Parallèlement, l'Etat impose d'en haut une série de mesures providentielles et assistancielles conçues pour discipliner l'exploitation de la main d'œuvre, pour garantir la production, pour prévenir des actions de classe : ces mesures ne sont rien d'autre que les **réformes**, cheval de bataille de la social-démocratie.

Dans le même temps, l'Etat évolue dans un sens totalitaire. La bourgeoisie n'a plus besoin du parlement et élimine les formes de la démocratie électorale, perfectionnant sa machine d'Etat qui s'affirme toujours plus comme un gigantesque appareil administratif-bureaucratique-militaire qui a prise sur tous les secteurs de la société. Centralisation maximale, parti unique, domination absolue de l'exécutif, tentative de planifier et de réglementer tous les secteurs de la vie économique et sociale.

Ce processus correspond à l'évolution de l'économie dans un sens monopoliste. L'opposition entre les diverses factions de la bourgeoisie s'est depuis longtemps résolue d'une façon définitive en faveur du **capital financier** qui domine de nos jours d'une manière incontestée. Toute l'économie est aux mains des grands holdings financiers qui, dans tous les secteurs productifs, opèrent en régime de monopole. L'Etat lui-même intervient massivement dans l'économie, et, en Italie en particulier, est le capitaliste le plus fort.

Le maître de forges du dix-neuvième siècle cède progressivement la place au président fonctionnarisé, salarié de luxe, au financier, à la société anonyme par actions.

Le capital monopoliste a besoin d'un contrôle rigide du marché de la main d'œuvre, de conditions uniformes sur tout le territoire national, de contrats nationaux de travail valides partout et respectés : tout cela parce qu'il doit absolument enterrer le syndicalisme classiste et encadrer tous les travailleurs salariés dans des syndicats d'Etat.

Ce processus, dans des pays à capitalisme plus fort comme la France, l'Angleterre, les Etats-Unis d'Amérique, où il n'y a pas eu un fort parti révolutionnaire, se déroule pacifiquement, et la bourgeoisie peut maintenir les formes de la démocratie électorale et des syndicats à adhésion formellement libre et volontaire. Le même processus se réalise donc : concentration de la machine étatique, soumission du prolétariat à la solidarité nationale, sans qu'il soit besoin de recourir à la dictature ouverte. Toutes les forces politiques se soumettent spontanément à l'Etat ; la classe ouvrière, corrompue par les mesures d'assistance du type New Deal américain (reprises par le fascisme) se laisse conduire tranquillement à la guerre et, pendant celle-ci, s'affirme la tradition d'un syndicalisme disposé à tout sacrifier à la défense des institutions et du régime, disposé à signer comme en Suisse la paix éternelle entre travail et capital. C'est le syndicalisme fasciste masqué, qui s'affirmera aussi en Italie et en Allemagne dans le second après-guerre et que notre parti définira ainsi : "syndicalisme tricolore".

b) 1945. Période post-fasciste. Le syndicalisme tricolore

La guerre gagnée, les alliés, qui ont entraîné la classe ouvrière à se faire massacrer au nom de la démocratie, pour la "liberté", contre la dictature fasciste, imposent à l'Italie et à l'Allemagne vaincues le rétablissement des formes démocratiques : élections libres, parlement. Au niveau syndical, les partis, déjà unis précédemment dans le Comité de Libération National **constituent d'en haut** une centrale syndicale, qui s'appellera Confédération Générale **Italienne** du Travail. Mais les tendances qui ont poussé à l'affirmation du fascisme comme méthode de gouvernement de la machine étatique bourgeoise non seulement persistent, mais s'accroissent toujours plus. Grands empires financiers, interventions massives de l'Etat, et tentatives de planifier l'économie, renforcement de l'appareil

répressif d'Etat, domination absolue de l'exécutif sur le législatif. Le parlement est désormais réduit à un "miroir aux alouettes" : il sert seulement à faire croire aux ouvriers que l'Etat est aussi leur Etat puisqu'ils sont libres d'élire leurs propres représentants. Ce sont les opportunistes d'aujourd'hui eux-mêmes qui confirment implicitement ces faits quand ils se lamentent sur le recours quasi exclusif aux décrets lois, la permanence des lois fascistes, etc.

Les partis soi-disant antifascistes ne sont en réalité qu'**un parti unique**, puisqu'ils sont tous soumis à l'Etat, qui justement les finance de nos jours. Les syndicats formellement libres formés dans le second après-guerre sont les continuateurs du syndicat étatique fasciste, ils sont "cousus sur le Modèle Mussolinien". De fait, leur fonction est de tenir la classe ouvrière liée à la solidarité nationale, d'empêcher qu'elle ne se meuve sur un terrain de classe, de faire en sorte que les ouvriers ne se sentent pas une classe particulière mais une "composante de la nation". C'est le syndicalisme que le parti a appelé "Tricolore", et il tend de façon inéluctable vers l'encadrement ouvert dans l'appareil d'Etat. La loi de l'Etat prévoit de fait pour les syndicats la reconnaissance juridique, c'est-à-dire leur institutionnalisation et ils ont fait dans cette voie beaucoup de progrès : institution de la délégation, c'est-à-dire de la méthode de recouvrement des cotisations par l'intermédiaire des services étatiques et patronaux (méthode d'une organisation qui a réalisé la paix sociale et a renoncé définitivement à la lutte de classe) ; pratiques progressivement affirmées de résolution des conflits autour d'une table de négociation, sous le haut patronage de l'Etat, en partant non des exigences des travailleurs mais de celles de l'économie nationale. Grâce aux syndicats tricolores, la bourgeoisie italienne, a pu reconstruire sur les épaules du prolétariat son appareil productif, détruit par la guerre, se réinsérer sur le marché mondial, réaliser d'immenses profits, s'enrichir de façon démesurée avec l'exploitation bestiale de la main d'œuvre. Qu'y a gagné la classe ouvrière ? Dix ans de miettes, de bien-être éphémère et de nouveau – avec la crise – le chômage, les sacrifices, la faim.

Poussés par la pression ouvrière, les syndicats tricolores sont contraints aussi de diriger des grèves : mais ils le font de telle sorte que ces actions n'apparaissent que comme de simples manifestations, des protestations formelles, et jamais de vraies batailles classistes. Ils sabotent toute revendication, toute lutte qui met en danger l'ordre capitaliste. Comme les syndicats fascistes, ils marchent "jouant sur l'air national les refrains patronaux" et leur fonction spécifique est celle **« d'ôter aux mouvements révolutionnaires futurs de la classe la base solide d'un encadrement syndical ouvrier vraiment autonome »**.

La Confédération Générale du Travail de 1921, même dirigée par les réformistes, était un syndicat de classe anticapitaliste, une organisation tout d'abord ouvrière sortie de la lutte, que le prolétariat pouvait utiliser pour sa propre défense contre le patronat et contre les dirigeants traîtres eux-mêmes. Sur ses statuts, on lisait :

« Art. 1 : Se constitue en Italie la Confédération Générale du Travail pour organiser et discipliner la lutte de la classe laborieuse contre le régime capitaliste de la production et du travail (...)

Art. 2 : La Confédération est constituée : a) de toutes les fédérations nationales d'industries et de professions, qui ont une fonction de résistance et qui sont sur des positions de lutte de classe (...) ; b) de toutes les Chambres du Travail qui se plient aux devoirs généraux et unificateurs de leurs luttes, qui sont sur des positions de lutte de classe (...) ; »

L'article 3 établit les fonctions de la Confédération :

« (...) la direction générale du mouvement prolétarien, industriel et paysan, au-dessus de toute distinction politique (...) pour que tout désaccord partiel entre capital et travail soit résolu dans le sens le plus favorable à la classe laborieuse, et pour que tout mouvement général, déterminé par l'aiguillage de la lutte de classe, soit dirigé vers des résultats pratiques ».

Dans la "Charte du Travail" fasciste, on pouvait lire :

« Le bien de l'Etat doit donc passer avant celui des individus isolés ou des groupes d'individus qui composent la Nation italienne. Cette règle doit régir non seulement la Charte du Travail, mais toute la politique fasciste (...).

L'organisation syndicale ou professionnelle est libre. Mais seul **le syndicat légalement reconnu et soumis au contrôle de l'Etat a le droit de représenter légalement toute la catégorie** d'employeurs ou de travailleurs pour lequel il est constitué ; d'en représenter, face à l'Etat et aux autres associations professionnelles, les intérêts ; de négocier des **contrats collectifs de travail obligatoires pour tous les membres de la catégorie**, d'imposer ses cotisations et d'exercer, envers eux, la fonction de délégués d'intérêt public(...).

Dans le contrat collectif de travail, la solidarité entre les divers facteurs de la production trouve son expression concrète, grâce à la conciliation des intérêts opposés des employeurs et des travailleurs et grâce à leur subordination aux intérêts supérieurs de la production. Cette disposition élimine toute raison de haine entre travailleurs et patrons, lesquels, dans leurs rapports, ne se considèrent plus comme ennemis, mais comme collaborateurs cordiaux avec l'intention commune d'améliorer la production. »

L'article 1 des statuts de la Confédération Générale Italienne du Travail affirme :

« La Confédération Générale Italienne du Travail (CGIL) est une organisation **nationale** de travailleurs. Elle organise les travailleurs qui – indépendamment de toute opinion politique, conviction idéologique ou foi religieuse et d'appartenance à n'importe quel groupe ethnique – acceptant et mettant en pratique les principes des statuts, **considèrent la fidélité à la liberté et à la démocratie** comme des fondements permanents de l'activité syndicale (...).

La CGIL met à la base de son programme et de son action la **Constitution de la République Italienne** et en poursuit l'application intégrale, particulièrement en ce qui concerne les droits qui y sont proclamés et les réformes économiques et sociales qui y sont dictées ».

Et dans la Constitution on dit justement :

« 39. L'organisation syndicale est libre. On ne peut imposer aux syndicats d'autre obligation que **leur enregistrement auprès des autorités locales ou centrales**, selon les normes légales.

Pour être enregistrés, **il est nécessaire** que les statuts des syndicats souscrivent à un règlement intérieur à base démocratique.

Les syndicats enregistrés ont la personnalité juridique. Ils peuvent représentés unitairement en proportion de leurs inscrits, **négocier des contrats collectifs de travail avec application obligatoire pour tous les membres des catégories** auxquelles le contrat se réfère.

40. Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent ».

Ainsi, le syndicalisme tricolore ne différencie pas sa politique du syndicalisme fasciste.

Les syndicats du second après-guerre ne sont cependant pas des organes de l'Etat, mais ils tendent inévitablement à le devenir, et, en ce sens, ils ont franchi des pas importants, comme l'introduction de la délégation.

Le rétablissement en 1945 de l'adhésion formellement libre et volontaire au syndicat signifie que la bourgeoisie, grâce au PCI et au PSI, a pu se lier les masses exploitées **sans qu'il soit nécessaire** d'avoir recours à la contrainte du syndicat d'Etat.

S'appuyant sur une tradition usurpée et sur la corruption d'une large aristocratie ouvrière, les partis opportunistes ont réussi à lier les masses exploitées au char de l'économie bourgeoise qui, aujourd'hui, après dix ans de "boom", est en train de les pousser de nouveau dans la même misère que dans le premier après-guerre.

Mais, de la même façon qu'est irréversible la tendance de la bourgeoisie à emprisonner les ouvriers dans des syndicats du régime, de même est irréversible la crise qui entraînera l'écroulement de l'économie capitaliste et avec elle celui de toutes les conquêtes que certains croyaient éternelles, de toutes les tromperies démocratiques, de toutes les illusions pacifistes.

Il ne restera aux masses exploitées d'autres alternatives que la lutte pour la défense de leurs propres conditions d'existence. De cette lutte, qui s'opposera à toutes les centrales tricolores, à tous les partis, à tout l'appareil d'Etat, devra resurgir le **Syndicat de classe**.

Syndicat tricolore et syndicat de classe sont deux termes antithétiques ; l'un exclut l'autre. Les ouvriers devront briser l'appareil qui lie aujourd'hui leurs conditions d'existence à la bonne marche de l'économie du profit, pour affirmer avec force leur droit de vivre et de travailler, même quand les profits des entreprises diminuent.

C'est pourquoi la renaissance du syndicat de classe se produira contre la politique et la structure syndicale actuelles, contre la solidarité nationale, pour la solidarité entre tous les exploités contre les classes dominantes.

DES SOURCES INTANGIBLES DU MARXISME REVOLUTIONNAIRE JAILLIT LA FONCTION DES COMMUNISTES DANS LA LUTTE DE CLASSES DU PROLETARIAT

La cohérence nécessaire entre les tâches historiques et les directives immédiates

Il pourra sembler à certains pédant et académique d'affronter avec insistance et méticulosité le problème de la fonction des communistes, plus, exactement même du Parti Communiste, dans le processus actuel de reprise de la lutte de classes qui tend, de façon très contradictoire et dans d'innombrables difficultés, à se dessiner à l'échelle internationale ou, au moins, à exprimer faiblement et confusément les premiers symptômes clarificateurs de ce que sera, de façon inévitable, l'affrontement de classe des années futures. Le Parti étant réduit à une poignée de militants sans aucune influence objective sur le prolétariat et sans aucune possibilité immédiate de déterminer par son action un mouvement ou même seulement de diriger une lutte même partielle, cette idée d'académisme et de pédanterie pourrait dériver de l'observation anti-marxiste selon laquelle il n'y aurait tout simplement même pas à se poser le problème.

Au contraire, justement du fait de cette faiblesse extrême d'effectif et d'organisation, il est indispensable que ces tâches soient très claires pour tout le parti. Il en va de son existence même en tant *qu'organe* de la classe ouvrière, "organe" non dans le sens immédiat, mais historique et programmatique. Pour vérifier et pouvoir confirmer dans les faits que le Parti continue sans dévier à transmettre intact le bagage programmatique accumulé en un siècle et demi de batailles du mouvement communiste, à marcher sur les traces du marxisme révolutionnaire, le fait de se réclamer de la tradition du communisme de gauche et de revendiquer la cohérence monolithique invariante de la théorie marxiste et du programme révolutionnaire ne sera pas suffisant. Pour avoir "les papiers en règle" avec l'histoire du mouvement communiste, il faudra vérifier comment le Parti, même au plus profond de l'obscur période de la contre-révolution, transmet ce bagage dans la pratique, dans la réalité du mouvement de classe et, cette "pratique", cette "réalité" bien qu'étant infiniment réduite quant aux effets de la possibilité d'action du Parti, il serait gravement erroné d'affirmer qu'un renvoi générique aux principes de la doctrine marxiste soit suffisant pour se croire exonéré de se poser le problème.

Il serait tout aussi simpliste d'affirmer que le problème de la fonction des communistes dans le processus de reprise de la lutte de classes puisse se ramener à une simple question de mesures tactiques au sens étroit du terme, c'est-à-dire qu'il s'agirait simplement d'identifier le moyen le plus efficace pour transmettre aux prolétaires le programme révolutionnaire dans le vif des luttes de classe. La fonction du Parti est d'assumer de façon catégorique et sans retour la théorie marxiste, et son application à l'action pratique contingente, c'est une question qui investit toute la gamme des rapports entre Parti et classe, Parti et action de classe, Parti et organismes intermédiaires, Parti et soviets : la solution aux problèmes que la situation actuelle pose au Parti ne peut que se rattacher à la sphère de ces rapports, désormais contenus de manière définitive et inébranlable dans tous les points précis que le Parti a énoncés dans des corps de thèses caractérisant au fur et à mesure la définition de ses caractéristiques théorico-programmatiques, stratégiques, tactiques et organisatives. Le Parti s'est donné

celles-ci au cours de sa vie et dans le vif des batailles, et même au cours de douloureuses scissions internes, elles ont toujours servi de référence avant tout à la tradition de la Gauche Communiste ; celle-ci se comprend comme l'expression du bagage complet des positions qui se rattache au "fil rouge" et engrange tous les événements sans exception dont les communistes ont été les protagonistes depuis plus d'un siècle, du surgissement du marxisme à la mi dix-neuvième siècle, jusqu'aux mesquines et misérables diatribes qui ont semé la zizanie dans le parti en ce triste second après-guerre, le réduisant à une poignée de militants jalousement agrippés à cette gigantesque continuité impersonnelle.

L'opportunisme découvre toujours de "nouvelles phases"

En d'autres termes, la réponse à la question : quelle fonction ont aujourd'hui les communistes dans le processus de remontée de la pente de la contre-révolution qui se profile lentement à l'horizon, est déjà tracée et écrite en caractères indélébiles. Encore une fois, il n'y a rien à découvrir : ne servent ni les recettes organisatives, internes ou externes, ni les "expédients tactiques" usés jusqu'à la corde invoqué par l'opportunisme chaque fois qu'il est dit que "la situation change". La pire chose qui puisse être faite serait de se consacrer à la découverte de prétendues "nouvelles phases" historiques afin de décréter inutile l'histoire du passé et de se mettre à la recherche de nouvelles stratégies "accélétratrices" du processus de rencontre entre le Parti et la classe. Pour nous qui n'avons jamais eu peur d'être isolés des masses et qui avons même jugé cela nécessaire quand cela signifiait se mettre à contre-courant, contre tous et contre tout, dans le but de sauvegarder la théorie et le programme révolutionnaires, la solution aux problèmes d'aujourd'hui se lit, maintenant encore plus qu'hier, quand de nombreux événements internationaux confirment la validité de nos positions et de notre programme, dans les thèses, dans les textes du Parti, dans l'histoire du passé. Cela ne doit bien évidemment pas être compris dans le sens banal, en pensant que la réponse aux problèmes particuliers locaux et contingents puisse être trouvée toute prête dans n'importe quel exemple du passé ou dans n'importe quelle énonciation déjà écrite, mais il est clair que la solution ne pourra cependant contredire nos thèses, nos principes ; surtout, on ne pourra pas parler de "situation nouvelle", imprévue, imprévisible et susceptible de recherche de solution "originale", à l'improviste, en prenant comme prétexte la nécessité pour le Parti de devenir à tout prix populaire en soutenant des positions pour le moins douteuses et susceptibles d'obscurcir les principes et les positions caractéristiques du Parti.

De façon générale, nous dirons que la question de la fonction du Parti ne change pas selon les "phases historiques", mais se détermine en fonction de l'accomplissement de ses rôles d'organisme politique et révolutionnaire, puisqu'en cessant de jouer un seul de ces rôles, il cesserait d'être tel. Il est toutefois impossible de nier que le dosage de ces différentes tâches est imposé par les conditions objectives de la situation et donc que cela implique de se référer à la situation existante pour considérer quelles doivent être les fonctions prééminentes des communistes.

Nous proposerons nos thèses, sans peur des rires des "innovateurs" et des "découvreurs de phases". Les « Considérations sur l'activité organique du Parti quand la situation est historiquement défavorable » de 1965 disent au point 6 ¹:

« Mettant de côté tout « distinguo » pédantes, on peut se demander dans quelle situation objective se trouve la société d'aujourd'hui. Il ne fait pas de doute qu'elle ne pourrait être pire : une grande partie du prolétariat est non seulement écrasée par la bourgeoisie, mais contrôlée par des partis qui travaillent au service de celle-ci, et interdisent au prolétariat tout mouvement révolutionnaire de classe. C'est pourquoi on ne peut prévoir combien de temps s'écoulera avant que l'on ne sorte de cette situation amorphe et morte et que se manifeste de nouveau ce que nous avons défini comme une « polarisation » ou « ionisation » des molécules sociales, prélude à l'explosion du grand antagonisme de classe. »

1 P 176 de « EN DEFENSE DE LA CONTINUITE DU PROGRAMME COMMUNISTE » éd « le parti communiste », 1985.

Ecrire il y a 15 ans, cette considération est aujourd'hui encore totalement valide, même si le contrôle de l'opportunisme commence lentement à marquer le pas, et si des épisodes de luttes et une situation de défiance croissante et de détachement envers l'opportunisme politique et syndical sont des signaux prémoniteurs de la future reprise, on ne peut encore nier le caractère "mort et amorphe" de la situation générale, et "on ne peut prévoir combien de temps s'écoulera" avant que la défiance et le détachement envers l'opportunisme ne se transforme en antagonisme organisé de par lui-même et en témoignage conséquent sur le terrain de la vraie lutte de classe anticapitaliste.

Au point 8, les thèses résument² :

« Etant donné que la dégénérescence de toute la société se caractérise par la falsification et la destruction de la théorie et de la saine doctrine, il est clair que le petit parti d'aujourd'hui se caractérise essentiellement par la restauration des principes et de la doctrine, bien que les conditions favorables dans lesquelles Lénine a accompli cette tâche après le désastre de la première guerre fassent défaut aujourd'hui. Cependant, nous ne pouvons pour autant dresser une barrière entre théorie et action pratique, parce que, au-delà d'une certaine limite, ce serait nous détruire nous-mêmes ainsi que toutes nos bases de principe. Nous revendiquons donc toutes les formes d'activité propres aux moments favorables, dans la mesure où les rapports de force réels le permettent. »

Ces thèses reprennent du reste les "Thèses caractéristiques" de décembre 1951 qui affirment à la partie IV³ :

« Aujourd'hui, nous sommes au fond de la dépression et on ne peut prévoir de reprise du mouvement révolutionnaire avant de longues années. La longueur de cette période de dépression correspond à la gravité de la vague de dégénérescence, ainsi qu'à la concentration toujours plus grande des forces capitalistes adverses. D'une part l'opportunisme stalinien réunit les pires caractéristiques des deux vagues précédentes, et d'autre part le processus de concentration capitaliste est beaucoup plus poussé aujourd'hui qu'après la première guerre mondiale.

4. Aujourd'hui, bien que nous soyons au cœur de la dépression, et que les possibilités d'action s'en trouvent considérablement réduites, le parti, suivant en cela la tradition révolutionnaire, n'entend pas interrompre la continuité historique de la préparation d'une future reprise généralisée du mouvement de classe, qui fera siens tous les résultats des expériences passées. La réduction de l'activité pratique n'entraîne pas le renoncement aux postulats révolutionnaires. Le parti reconnaît que la réduction de son activité est plus marquée quantitativement dans certains secteurs, mais l'ensemble des aspects de cette activité ne change pas pour autant, et le parti n'y renonce pas expressément.

5. L'activité principale, aujourd'hui, est le rétablissement de la théorie du communisme marxiste. Nous en sommes encore à l'arme de la critique, le parti ne présentera pour cela aucune théorie nouvelle, mais il réaffirmera la pleine validité des thèses fondamentales du marxisme révolutionnaire, amplement confirmées par les faits et plusieurs fois falsifiées et trahies par l'opportunisme pour couvrir les retraites et les défaites. »

Et plus loin, aux points 6 et 7⁴ :

« Le parti accomplit aujourd'hui un travail d'enregistrement scientifique des phénomènes sociaux, afin de confirmer les thèses fondamentales du marxisme. Il analyse, confronte et commente les faits récents et contemporains. Il répudie l'élaboration doctrinale qui tend à fonder de nouvelles théories ou à démontrer l'insuffisance du marxisme pour expliquer les phénomènes.

Tout ce travail de démolition de l'opportunisme et du déviationnisme (Lénine, *Que faire?*) est aujourd'hui à la base de l'activité du parti, qui suit aussi en cela la tradition et les expériences du mouvement communiste pendant les périodes de reflux de la révolution et de prolifération de théories

2 Idem, p 176.

3 Idem, p 170.

4 Idem, p 171.

opportunistes, que Marx, Engels, Lénine et la Gauche italienne ne cessèrent de combattre violemment et impitoyablement.

7. Sur la base de cette juste appréciation révolutionnaire de ses tâches actuelles, le parti, bien que peu nombreux et n'ayant que peu de liens avec la masse du prolétariat, et bien que toujours jalousement attaché à sa tâche théorique comme à une tâche de premier plan, refuse absolument d'être considéré comme un cercle de penseurs ou de simples chercheurs en quête de vérités nouvelles, ou qui auraient perdu la vérité d'hier en la considérant comme insuffisante ».

L'unité théorico-pratique du parti ne change pas selon la phase historique

Il est indéniable que la défense et la restauration de la théorie et du programme révolutionnaires, accomplies de façon liée au "travail d'enregistrement scientifique des phénomènes sociaux" et "d'analyse, de confrontation, de commentaire des faits récents et contemporains, restent les devoirs envers lesquels le parti dédie la quasi-totalité de ses forces, non du fait d'un "choix" abstrait, mais parce que les faits et les conditions objectives d'aujourd'hui l'imposent comme une nécessité vitale et absolue. Dans une situation où l'on voit le marxisme attaqué et vitupéré de toutes parts et les positions caractéristiques du parti dénaturées par ceux-là mêmes qui, pas plus tard qu'hier, s'en voulaient les inébranlables paladins, il serait suicidaire de considérer cette fonction comme de second plan.

Les vagues de dégénérescence successives du mouvement communiste international ont, à plusieurs reprises, enseigné tragiquement que la plus solide garantie afin que se rencontrent, dans le devenir social de l'affrontement de classe, la courbe ascendante du mouvement spontané des masses ouvrières poussées à la lutte par l'exaspération des contradictions de la société capitaliste et l'action consciente du parti – et que se révèlent donc tous les effets de la situation révolutionnaire favorables à l'insurrection contre les institutions de la société bourgeoise – réside dans la capacité du Parti à se maintenir ancré fermement à tout ce que la tradition révolutionnaire du communisme marxiste lui a légué, au-delà des contingences historiques, et à plus forte raison dans les périodes les plus obscures de la contre-révolution qui est aujourd'hui loin d'avoir terminé Son processus dégénératif au service de la réaction et de la conservation capitaliste.

Affirmer qu'est désormais close la phase de restauration de la théorie et qu'il s'agit aujourd'hui de diriger les meilleures énergies du parti vers la pénétration de la classe, en cherchant à identifier des recettes tactiques et organisatives "nouvelles" qui la favorisent à tout prix, cela équivaldrait à décréter la mort du parti, en le livrant encore une fois à la déviation opportuniste. Cela signifierait s'engager sur la voie de la renonciation des principes, en échange de "la politique qui paie ?", qui produit des effets immédiats, qui crée de la sympathie envers le parti, mais, hélas, vers un parti qui serait destiné à devenir tout autre chose. Et il ne servirait alors plus à rien, et même la référence périodique aux "textes sacrés" et aux "grands principes" deviendrait un clair symptôme d'opportunisme, alors que ces derniers seraient foulés aux pieds dans l'action pratique et contingente, au besoin derrière la formule si galvaudée selon laquelle "les ouvriers ne comprennent pas car ils ne sont pas encore conscients", ou celle-ci, non moins galvaudée, selon laquelle « c'est du mouvement réel que le parti tire les enseignements pour l'action ».

La réaffirmation et la défense de la théorie et les "commentaires" eux-mêmes, l'enregistrement des événements en termes marxistes, nous l'avons répété plus d'une fois, ne peuvent cependant pas être considérés dans un sens scolastique : ils ont un sens révolutionnaire seulement s'ils sont étroitement et constamment liés à l'action pratique du parti, soutenus par la pénétration de ses effectifs, même faibles, dans la classe et, de façon plus générale, pour reprendre Lénine, dans "toutes les couches de la population", partout où les forces du parti et la situation réelle permettent aux communistes d'effectuer leur travail de propagande, de faire œuvre de prosélytisme, et, quand cela est possible, d'agitateurs, de dirigeants et de promoteurs de luttes même immédiates et contingentes, à condition de n'être point en contradiction avec les principes généraux.

La solution se trouve dans un juste équilibre entre les tâches du parti

Dans un chapitre d'une clarté exceptionnelle des "Thèses de Lyon", sous le titre "action et tactique du parti", que nous reportons partiellement seulement faute d'espace, on lit⁵ :

« L'activité du parti ne peut ni ne doit se limiter à maintenir la pureté des principes théoriques et de l'organisation, non plus qu'à obtenir à tout prix des succès immédiats ou une grande popularité. Toujours et dans toutes les situations, elle doit se développer simultanément dans ces trois directions :

- a) Défendre et préciser en fonction des faits nouveaux qui se produisent les postulats fondamentaux du programme, c'est-à-dire la conscience théorique du mouvement de la classe ouvrière ;
- b) Assurer la continuité de l'organisation du parti et son efficacité, et la protéger des influences extérieures contraires à l'intérêt révolutionnaire du prolétariat ;
- c) Participer activement à toutes les luttes de la classe ouvrière, même suscitées par des intérêts partiels et limités, pour encourager leur développement, mais en les reliant constamment aux buts finaux révolutionnaires, en présentant les conquêtes de la lutte de classe comme des voies d'accès aux luttes futures indispensables, en dénonçant le danger de se replier sur des réalisations partielles comme si elles étaient des fins en elles-mêmes, et de leur sacrifier ces conditions de l'activité et de la combativité classiste du prolétariat que sont l'autonomie et l'indépendance de son idéologie et de ses organisations, au premier rang desquelles se trouve le parti.

Le but suprême de cette activité complexe du parti est de réaliser les conditions *subjectives* de la préparation du prolétariat : il s'agit de le mettre en mesure de profiter des possibilités révolutionnaires objectives que fournira l'histoire, dès quelles apparaîtront, de manière à vaincre au lieu d'être vaincu.

C'est de tout cela que il faut partir pour résoudre les problèmes posés par les rapports entre le parti et les masses prolétariennes, entre le parti et les autres partis politiques, entre le prolétariat et les autres classes sociales. »

Les conditions pour la réussite de cette "activité complexe" du parti résident donc dans un équilibre précis, fourni par la situation objective et historique et par les conditions générales dans lesquelles le parti agit, entre les diverses tâches auxquelles, de toute façon, il doit se dédier. Le fait d'altérer cet équilibre, dans un sens ou dans l'autre, conduirait inévitablement le parti au renfermement en une secte de "purs penseurs", se dédiant de façon scolastique à la "défense de la théorie" comme à une pure assimilation académique et intellectuelle de textes et de notions marxistes, ou bien à la dégénérescence dans un sens volontariste et activiste, à rechercher de façon spasmodique à "s'insérer dans le mouvement" à n'importe quel prix.

C'est justement cet équilibre qui doit être sauvegardé, et son maintien "au juste milieu" réside en grande partie dans l'art révolutionnaire des militants communistes, à une époque si profondément éloignée de "l'ionisation" des molécules sociales par ce catalyseur qu'est le parti.

Il apparaît clairement de tout cela que la question de la fonction des communistes dans le processus de reprise de la lutte de classe ne peut s'épuiser en affirmant qu'il leur échoit le devoir de défendre le programme révolutionnaire au sein des masses ouvrières. Cela est précisément le but fondamental de toute l'action du parti, mais pour qu'il se transforme en un développement organique de travail, d'action et de tactique conséquente, il faut que soient délimités et précisés les moyens pour atteindre ces objectifs, et c'est à eux que se conforme tout le parti, en sachant que c'est seulement avec une direction tactique correcte d'intervention dans les rangs du mouvement ouvrier qu'il sera possible d'assurer au parti ce consensus et cet appui de la classe indispensables afin qu'il en devienne de manière formelle, et pas seulement dans le sens historique, "l'organe révolutionnaire".

⁵ Idem, p 91.

Nous en arrivons ainsi à la question de la tactique, dans le sens le plus large et le plus complet qu'a ce mot pour nous.

La "question générale de la tactique" est définie, dans le chapitre cité auparavant des "Thèses de Lyon", comme

« Le mode d'action du parti sur les situations et les autres groupements, organismes et institutions de la société dans laquelle il se meut constitue sa tactique. Les éléments généraux de cette question doivent être définis en liaison avec l'ensemble de nos principes. C'est dans un second stade qu'on pourra préciser des normes d'action concrète répondant aux problèmes pratiques de différentes sortes et aux phases successive du développement historique⁶. »

En définissant la tactique générale du parti conformément à sa nature, le marxisme se distingue à la fois des élucubrations abstraites des doctrinaires qui fuient la réalité de la lutte de classe et négligent l'activité concrète ; de l'esthétisme sentimental qui voudrait créer de nouvelles situations et de nouveaux mouvements historiques grâce aux gestes bruyants ou héroïques de minorités exiguës ; de l'opportunisme qui oublie le lien avec les principes, c'est-à-dire avec les objectifs généraux du mouvement, et qui, visant seulement au succès immédiat et apparent, ne s'agite jamais que pour des revendications limitées et isolées sans se préoccuper de savoir si elles n'entrent pas en contradiction avec les nécessités de la préparation de la classe ouvrière à ses conquêtes suprêmes. »

Antithèse : la bonne tactique engendre la bonne organisation

Il s'ensuit que la tactique est étroitement liée au programme du parti, qu'il ne doit jamais engager des initiatives, lancer des mots d'ordre ou se faire le promoteur d'actions qui peuvent, dans tous les cas, porter atteinte à la clarté de ses énonciations générales et de ses buts finaux, sous peine de tomber dans une quelconque des nombreuses variantes de l'opportunisme. En ce sens, il est nécessaire de préciser que l'on ne peut considérer comme étant correcte une position qui présente la question en ces termes : le parti étant programmatiquement solide, il pourra user de n'importe quels instruments, de n'importe quelle tactique, s'il en résultait des erreurs, il pourra toujours se retourner sur son passé et "corriger le tir".

En réalité, une tactique erronée, comme cela pourrait arriver, par exemple, dans le cas envisagé, une fausse direction de travail parmi les ouvriers, dérivée d'une conception fautive de la fonction des communistes dans la lutte de classe, si elle était poursuivie à long terme avec détermination, finirait par avoir des répercussions au niveau des principes et de la stratégie révolutionnaire plus générale. A ce sujet, il ne faut pas oublier que l'opportunisme au sein du parti ne s'est jamais présenté comme une répudiation improvisée des principes et du programme révolutionnaire, mais comme une mauvaise application tactique qui, poursuivie jusqu'au bout ou corrigée au dernier moment en faisant appel à l'improvisation ou à l'éclectisme tactique, en vue de corriger d'une certaine façon l'erreur sans en reconnaître toute la portée négative et le danger, a fini par provoquer l'éloignement progressif du parti de ses bases programmatiques d'origine. En cela, l'exemple du processus de dégénérescence de la Troisième Internationale est classique.

Sur cet aspect de la question tactique, le chapitre cité plus haut des "Thèses de Lyon" est très clair⁷ :

« L'étude et la compréhension des situations sont nécessaires pour prendre des décisions tactiques, parce qu'elles permettent de signaler au mouvement que l'heure de telle action prévue dans toute la mesure du possible a sonné, mais elles n'autorisent en aucun cas en aucun cas l'arbitraire des chefs, l'improvisation ou des "surprises". On ne peut prévoir avec une certitude absolue la façon dont les situations objectives se développeront, mais on peut prévoir ce que nous devons faire dans les différentes hypothèses, c'est-à-dire qu'on peut prévoir la tactique dans ses grandes lignes. Nier cette

6 Idem, p 88.

7 Idem, p 95.

possibilité et nécessité revient à nier la tâche du parti et nier du même coup la seule garantie que nous ayons qu'en toutes circonstances ses militants et les masses répondront aux ordres du centre dirigeant. Dans ce sens, le parti n'est ni une armée ni un quelconque autre organe étatique, car dans ces organes le rôle de l'autorité hiérarchique est prépondérant et celui de l'adhésion volontaire nul. Le membre du parti a au contraire toujours la possibilité de ne pas exécuter les ordres sans encourir pour autant des sanctions matérielles : sortir du parti. La bonne tactique est donc celle qui n'entraîne aucune répercussion inattendue et contraire au développement de la campagne révolutionnaire, ni dans le parti ni dans les masses, même quand, à un tournant donné de la situation, le centre dirigeant n'a le temps de consulter ni le premier ni à plus forte raison les seconds. Tout l'art de la tactique révolutionnaire est précisément de prévoir comment le parti réagira aux ordres et quels ordres susciteront la bonne réaction. Cet art exige une utilisation collective de l'expérience des actions passées, résumées en règles d'action claires et précises. En laissant aux dirigeants exclusivement le soin d'**appliquer** ces règles, les militants s'assurent qu'ils ne trahiront pas leur mandat et s'engagent réellement et non pas de façon simplement formelle à exécuter eux-mêmes les ordres du mouvement avec initiative et décision. Le parti lui-même n'étant pas parfait, quoique perfectible, nous n'hésitons pas à dire qu'il faut beaucoup sacrifier à la clarté et au pouvoir de persuasion des règles tactiques, même au prix d'une certaine schématisation : à supposer même que les situations ruinent les schémas tactiques préparés par nous, ce n'est pas en tombant dans l'opportunisme et dans l'éclectisme qu'on pourra y remédier, mais en faisant de nouveaux efforts pour adapter la ligne tactique du parti à ses tâches. Ce n'est pas seulement le bon parti qui fait la bonne tactique, mais aussi la bonne tactique qui fait le bon parti, et la bonne tactique ne peut être qu'une de celles que tous ont comprises et choisies dans leurs grandes lignes. »

La question est posée de là même façon dans les "Thèses de Rome" où, au chapitre 5, à la thèse 24⁸, on peut lire :

« Le programme du parti communiste contient la perspective de situations successives auxquelles, en règle générale, correspondent des actions successives attribuées par le processus de développement. Il y a donc une étroite connexion entre directives programmatiques et règles tactiques. L'étude de la situation apparaît donc comme un élément complémentaire de la solution des problèmes tactiques, puisque dans sa conscience et son expérience critiques, le Parti avait déjà prévu un certain développement des situations, et donc délimité les possibilités d'action correspondant à chacune d'elles. L'examen de la situation permettra de contrôler l'exactitude de la perspective de développement que le Parti a formulée dans son programme ; le jour où cet examen imposerait une révision substantielle de celle-ci le problème ne pourrait se résoudre par une simple volte-face tactique : c'est la vision programmatique elle-même qui subirait inévitablement une rectification, non sans conséquences graves pour l'organisation et la force du Parti. Celui-ci doit donc s'efforcer de prévoir le développement des situations, afin de déployer dans chacune d'elles tout le degré d'influence qu'il sera possible d'exercer ; mais les attendre et se laisser indiquer et suggérer par elles des attitudes éclectiques et changeantes est une méthode caractéristique de l'opportunisme social-démocrate. Si les Partis communistes se la laissaient jamais imposer, ils souscriraient à la ruine du communisme en tant qu'idéologie et action militantes. »

Et encore, à la thèse 28⁹ :

« En un certain sens, le problème de la tactique consiste non seulement à choisir la bonne voie pour une action efficace, mais aussi à éviter que l'action du Parti ne sorte des limites opportunes pour revenir à des méthodes qui, répondant à *des* phases dépassées, arrêterait le développement du Parti et constitueraient un repli pour la préparation révolutionnaire. »

8 Idem, p 41.

9 Idem, p 43.

Parti et action de classe dans la tradition de la Gauche et de Lénine

Il s'agit donc de repérer et de tracer les "limites opportunes" du Parti, les quelles ne peuvent être recherchées que dans le programme et dans la théorie marxiste, en liaison avec "l'étude des situations" dans lesquelles travaille le parti, entendu justement comme "élément intégrateur pour l'étude des problèmes tactiques" : une assimilation correcte de la théorie marxiste de la part du parti, théorie qui n'est jamais comprise comme un simple ensemble d'énonciations "philosophiques" ou de principes abstraits, mais comme un bagage complexe de toute l'expérience historique du mouvement communiste international, pourra seule diminuer de manière sensible les possibilités de dérapages tactiques. L'examen des situations devra servir, en un certain sens, à vérifier l'exactitude de la ligne tactique suivie.

La fonction du Parti dans les luttes ouvrières et dans le procès général de l'affrontement social entre les classes dérive par conséquent, dans la doctrine, de lois historiques qui régissent ce conflit et, en dernière analyse, du matérialisme historique. Comme il est spécifié à la fin de nos thèses sur "le renversement de la praxis dans la théorie marxiste" :

« la clarification des rapports entre les faits économique-sociaux et politiques doit servir de base pour illustrer le problème des rapports entre le parti révolutionnaire et l'action économique et syndicale. »

C'est un point cardinal fondamental du marxisme : les hommes sont lancés dans l'action non par des idées qui leur sont préexistantes et qui leur sont communiquées par des entités supérieures, divines ou humaines, mais par des intérêts économiques précis surgissant de la satisfaction de besoins physiques individuels ; c'est seulement après l'action pour les satisfaire que l'individu acquiert la connaissance, la conscience de sa condition d'existence et surtout de concordance des intérêts qu'il a avec d'autres individus soumis comme lui aux mêmes déterminations matérielles. La conscience, d'individuelle, est de-venue de classe : comme cela est dit dans notre "renversement de la praxis" :

« dans la classe sociale, le processus est le même : de plus s'exaltent de façon gigantesque toutes les forces allant dans des directions convergentes. »

Dans le devenir historique, les rapports entre tous les individus de la société sont conditionnés par les rapports de production existants et se manifestent dans la lutte entre les différentes classes sociales incarnant ces rapports. C'est à travers cette lutte, née de la nécessité impérieuse de défendre les intérêts de leur existence que les individus appartenant aux classes opprimées et exploitées apprennent à acquérir une conscience toujours plus précise des moyens et des formes organisatives à adopter dans leurs luttes contre les classes exploiteuses. A un certain degré de développement du mode de production les rapports sociaux entrent en contradiction criante avec les formes de production existantes et, aux yeux d'individus toujours plus nombreux appartenant aux classes opprimées par le mode de production en place qui est devenu anti-historique, surgit la conscience de la nécessité de briser ces rapports au moyen d'un processus révolutionnaire qui amène au renversement du pouvoir des classes privilégiées qui le détiennent, afin d'y substituer le pouvoir des nouvelles classes qui incarnent les rapports sociaux correspondants au nouveau mode de production. Il est indubitable qu'au départ seule une minorité restreinte acquière la conscience du processus révolutionnaire dans son entier et donc la capacité de diriger et d'influencer les membres de la classe dont elle incarne les intérêts politiques et historiques. Dans cette minorité, le rapport conscience-volonté d'action se renverse et celle-ci peut influencer de façon consciente sur le processus révolutionnaire. Ce n'est pas tout : cette influence devient indispensable pour la conclusion positive de ce processus. Cette minorité n'est autre que le parti.

« Dans le parti, alors qu'y confluent toutes les influences individuelles et de classe, se forment de par leur apport une possibilité et une faculté de vision critique et théorique et de volonté d'action qui permettent de transmettre aux militants et aux prolétaires l'explication des situations et des processus historiques ainsi que les décisions d'action et de combat. »

Dans "Parti et action de classe" (1921)¹⁰ :

« A tout moment, les rapports économiques et sociaux du capitalisme sont ressentis comme intolérables par les prolétaires, et poussent ceux-ci à tenter de les dépasser. Au travers de vicissitudes complexes, les victimes de ces rapports sont amenées à constater l'insuffisance des moyens individuels dans cette lutte instinctive contre les souffrances et les privations communes à un grand nombre d'individus, et à expérimenter des formes d'action collective, pour augmenter par l'association le poids de leur influence sur la situation sociale qui leur est faite. Mais la succession de ces expériences, qui jalonnent tout le développement de l'actuelle forme sociale capitaliste, conduit à constater que les travailleurs n'auront aucune influence réelle sur leur propre sort tant qu'ils n'auront pas associé leurs efforts par delà toutes les limites locales, nationales et professionnelles, et tant qu'ils ne les auront pas dirigés vers un objectif général et intégral qui se concrétise dans le renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie – car tant que les structures politiques actuelles sont debout, leur fonction sera toujours d'annihiler tous les efforts de la classe prolétarienne pour se soustraire à l'exploitation.

Les premiers groupes de prolétaires qui parviennent à cette conscience sont ceux qui interviennent dans le mouvement de leurs camarades de classe et qui, par la critique de leurs efforts, des résultats obtenus, des erreurs et des désillusions, en amènent un nombre toujours croissant sur le terrain de cette lutte générale et finale qui est une lutte pour le pouvoir, une lutte politique, une lutte révolutionnaire.

Ainsi augmente, tout d'abord, le nombre des travailleurs convaincus que seule la lutte révolutionnaire finale résoudra le problème de leurs conditions de vie, en même temps que grossissent les rangs de ceux qui sont disposés à affronter les privations et les sacrifices inévitables de la lutte, en se mettant à la tête des masses que leurs souffrances poussent à se révolter, afin d'utiliser rationnellement leurs efforts et de leur assurer une pleine efficacité.

La tâche irremplaçable du parti se présente donc de deux manières, comme fait de conscience d'abord, et ensuite comme fait de volonté : la première se traduit par une conception théorique du processus révolutionnaire qui doit être commune à tous les adhérents ; la seconde dans l'acceptation d'une discipline précise assurant la coordination et donc le succès de l'action. »

La marche qui devra amener à la révolution prolétarienne ne pourra avoir comme base que la rencontre entre l'action spontanée des masses poussées par la nécessité à s'organiser pour défendre leurs conditions de vie immédiates et l'activité de direction et d'encadrement consciente du parti.

Mais le parti a, en un certain sens, une vie et un développement indépendant de la classe : la conscience du socialisme ne jaillit pas directement de la lutte de classe.

A ce propos, citons une page magnifique écrite par Kautsky et reprise par Lénine dans "Que faire ?" :

« Beaucoup de nos critiques révisionnistes imputent à Marx cette affirmation que le développement économique et la lutte de classes, non seulement créent les conditions de la production socialiste, mais engendrent directement la conscience de sa nécessité. Et voilà que ces critiques objectent que l'Angleterre, pays au développement capitaliste le plus avancé, est la plus étrangère à cette conscience.

Le projet du programme donne à croire que la commission qui a élaboré le programme autrichien partage aussi ce point de vue soi-disant marxiste orthodoxe, que réfute l'exemple de l'Angleterre. Le projet porte : "Plus le prolétariat augmente du fait du développement capitaliste, plus il est contraint et a la possibilité de lutter contre le capitalisme. Le prolétariat vient à la conscience" de la possibilité et de la nécessité du socialisme. Par suite, la conscience socialiste serait le résultat nécessaire, direct, de la lutte de classe prolétarienne. Or cela est entièrement faux. Comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même degré que la lutte de classe du prolétariat ; autant que cette dernière, il procède de la lutte contre la pauvreté et la misère des masses, engendrées par le capitalisme. Mais le socialisme et la lutte de classe surgissent parallèlement et ne

10 P 53. « PARTI ET CLASSE » éd programme communiste, 1975.

s'engendrent pas l'un l'autre ; ils surgissent de prémisses différentes. La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique. En effet, la science économique contemporaine est autant une condition de la production socialiste que, par exemple, la technique moderne et malgré tout son désir le prolétariat ne peut créer ni l'une ni l'autre ; toutes deux surgissent du processus social contemporain. Or, le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois : c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus évolués, qui l'introduisent ensuite dans la lutte de classe du prolétariat là où les conditions le permettent. Ainsi donc, la conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte, de classe du prolétariat, et non quelque chose qui en surgit spontanément. Aussi le vieux programme de Heinfeld disait-il très justement que la tâche de la social-démocratie est d'introduire dans le prolétariat (littéralement : de remplir le prolétariat) la conscience de sa situation et la conscience de sa mission. Point ne serait besoin de le faire si cette conscience émanait naturellement de la lutte de classe¹¹. »

Dans le conflit d'intérêts entre prolétariat et bourgeoisie, le premier peut, au mieux, parvenir à ce que Lénine, dans "Que faire ?", appelle "la conscience trade-unioniste", la conscience de la défense des intérêts contingents, d'usine, de catégorie ; **"la conviction – comme il la définit – de la nécessité de s'unir dans des syndicats, de mener la lutte contre les patrons."**

Le prolétariat parvient de façon spontanée à ce niveau de conscience à travers l'affrontement de classe avec le grand patronat, le gouvernement et l'appareil étatique qui en administre les intérêts. Dans ce heurt, le parti a le devoir de participer à tous les tournants que la lutte quotidienne de défense assume, en œuvrant pour "élever la conscience trade-unioniste au niveau social-démocrate". (Lénine)

Cette affirmation synthétise de façon exemplaire le rapport entre le parti et l'action de classe. Le parti "importe de l'extérieur" le programme révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, le préparant ainsi à la lutte politique révolutionnaire, en l'éloignant des influences de l'idéologie bourgeoise et opportuniste qui imprègnent inévitablement le mouvement spontané des prolétaires en lutte pour la défense de leurs intérêts immédiats, en l'absence de l'action et de l'agitation politique du parti.

A la citation de Kautsky reportée précédemment, Lénine rajoute :

« Du moment qu'il ne saurait être question d'une idéologie indépendante, élaborée par les masses ouvrières elles-mêmes au cours de leur mouvement, le problème se pose uniquement ainsi : idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste. Il n'y a pas de milieu (car l'humanité n'a pas élaboré une "troisième" idéologie ; et puis d'ailleurs dans une société déchirée par les antagonismes de classes, il ne saurait jamais y avoir d'idéologie en dehors ou au-dessus des classes). C'est pourquoi tout rapetissement de l'idéologie socialiste, tout éloignement vis-à-vis de cette dernière implique un renforcement de l'idéologie bourgeoise. On parle de spontanéité. Mais le développement spontané du mouvement ouvrier aboutit justement à le subordonner à l'idéologie bourgeoise, (...) car le mouvement ouvrier spontané, c'est le trade-unionisme ; or, le trade-unionisme, c'est justement l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie. C'est pourquoi notre tâche, celle de la social-démocratie, est de combattre la spontanéité, de détourner le mouvement ouvrier de cette tendance spontanée qu'a le trade-unionisme à se réfugier sous l'aile de la bourgeoisie et de l'attirer sous l'aile de la social-démocratie révolutionnaire¹². »

La Pyramide : Parti, Soviets, Syndicats Classe

L'action consciente du parti au sein du mouvement ouvrier, et donc au sein des organisations qu'il se donne spontanément, est ainsi essentielle, et il ne peut y renoncer, pour diriger le prolétariat vers la lutte révolutionnaire. A plus forte raison, l'action du parti devient vitale vers ces organismes qui, comme les

11 « Que Faire », T 5, p 390, Œuvres de Lénine, éditions sociales, éditions du progrès, Moscou, 1976.

12 Idem, p 391.

soviets dans la Russie prérévolutionnaire, expriment une forme organisationnelle plus expressément politique de la tendance de la classe ouvrière à se poser comme l'antagoniste de la classe ennemie dans la lutte suprême pour la conquête du pouvoir, possible seulement si le parti réussit à imprégner de son orientation révolutionnaire ces organismes. Pour cela, la Gauche Communiste a établi de façon irréversible une hiérarchie des formes dont, à la tête, se trouve le Parti et, successivement, dans l'ordre, Soviets, syndicats, classe, ou Parti, syndicats, classe dans les périodes et les moments historiques où n'existent pas les Soviets. Cette hiérarchie correspond à la fonction des communistes dans le processus révolutionnaire et, de façon plus générale, dans l'évolution historique qui part de la classe qui s'organise spontanément en syndicats ou en tout état de cause en organismes à caractère immédiat, et crée, dans le vif de l'affrontement social, les organismes du pouvoir politique prolétarien se réalisant à l'unique condition que le tout soit influencé et conquis par le parti communiste révolutionnaire. Cette pyramide de fonctions, si elle a trouvé jusqu'à maintenant une expression formelle dans la révolution russe, n'en est pas une de ses "spécificités", mais correspond au devenir du heurt social entre prolétaires et bourgeois à l'échelle historique, elle découle de la théorie marxiste et devra faire partie intégrante de la guerre de classe future du prolétariat révolutionnaire. Les formes organisationnelles des futures associations prolétariennes de défense immédiate contre les attaques du capital pourront aussi ne pas correspondre aux syndicats traditionnels, comme l'affirment nos thèses caractéristiques mais « Le parti affirme au contraire que non seulement la phase pré-insurrectionnelle, mais aussi chaque phase d'augmentation décisive de l'influence du parti dans les masses, ne peuvent se dessiner sans que se développe entre le parti et la classe une couche d'organisations pour la défense des intérêts économiques immédiats, avec une haute participation numérique des travailleurs et au sein desquelles il existe un réseau émanant du parti (noyaux, groupes et fraction communiste syndicale)¹³. »

Nier ce concept, ou même simplement l'é luder en pensant à un quelconque entrelacement entre la formation des organismes intermédiaires et la fonction du parti dans ce processus, signifie détruire tout l'édifice scientifique du marxisme.

Ayant posé cette tâche générale, pour nous élémentaire et maintes fois analysée par le parti à chaque tournant historique où elle s'est concrétisée, il reste à analyser le rapport entre parti, classe et action de classe à la lumière de la situation actuelle.

L'orientation plus que lumineuse donnée par Lénine dans "Que faire ?" se situe dans une période où, dans la Russie tsariste, on se trouvait en présence d'un réveil prolétarien presque généralisé, dans lequel de vastes masses ouvrières acquéraient rapidement la conscience de leur condition d'exploités, et les agitations syndicales à caractère revendicatif étaient à l'ordre du jour. Lénine définit ainsi les rapports exacts entre "les éléments conscients" et la "spontanéité", fustigeant durement les "économistes" et les courants proches de ceux qui faisaient front pour exalter la spontanéité du mouvement, niant en pratique la fonction du parti, des "sociaux-démocrates", et accusant ces derniers de "sous-évaluation des éléments spontanés."

Le soubassement social, comme le reconnaissent aussi nos thèses, d'où Lénine a posé sur des bases correctes le rapport parti-spontanéité, est donc extrêmement favorable. Ces thèses ont la chance de pouvoir être confirmées de façon tangible par la réalité du mouvement. La situation se présente aujourd'hui de façon radicalement différente.

Aujourd'hui : hors et contre les syndicats du régime

La différence entre la profondeur de la crise de l'économie capitaliste et la combativité du prolétariat est énorme. L'emprise de l'opportunisme sur le mouvement ouvrier, même si elle tend lentement à se relâcher, est encore très forte. Le prolétaire de la grande industrie, la poutre maîtresse de l'économie, réagit passivement aux coups toujours plus pesants du patronat et du gouvernement, en butte de façon toujours plus évidente aux syndicats officiels et aux partis "de gauche". S'il est indubitable que

13 « En défense de la continuité du programme communiste », éd 1987, p 156. 7^{ème} thèse.

l'attitude toujours plus ouvertement collaborationniste des syndicats du régime a provoqué chez les travailleurs une profonde crise de défiance, avouée avec préoccupation par les bonzes eux-mêmes, et qui par conséquent va en réduisant les rangs des ouvriers disposés à suivre les directives des centrales syndicales nationales, il est tout autant vrai que cette défiance se traduit actuellement, au moins en ce qui concerne la grande masse ouvrière, en une hésitation accentuée à s'engager dans la voie de l'associationnisme ouvrier classiste et du recours à la lutte pour la défense de ses intérêts immédiats.

Les épisodes de la lutte de classe qui, au niveau national et international, ont caractérisé ces dernières années la scène sociale, ont permis au parti de pouvoir exclure désormais que la renaissance indispensable de l'organisation classiste immédiate puisse advenir au moyen de la conquête des appareils organisatifs syndicaux officiels actuels, véritables piliers supportant les institutions étatiques et patronales qui apparaissent comme tels à un nombre toujours plus grand de prolétaires, et lui ont donc permis de prévoir que la reconstitution organisationnelle du prolétariat sur des bases classistes ne pourra survenir que comme "renaissance ex novo" de nouveaux organismes, hors et contre les actuels appareils syndicaux du régime. Si, dans les faits, dans le processus qui conduira à cette renaissance, nous ne pouvons pas exclure a priori que puissent être entraînées des franges locales ou périphériques des organisations syndicales actuelles d'usine ou de catégorie, nous pouvons par contre aujourd'hui exclure que les organisations syndicales actuelles puissent faire l'objet d'une reconquête à l'orientation classiste juste au travers d'une simple expulsion des bonzes des structures verticales ou au travers d'un travail interne d'intervention dans ses structures organisationnelles territoriales, locales, régionales ou nationales, devenues désormais imperméables, et de façon irréversible, à la véritable lutte de classe, et dans lesquels a quasiment disparu tout résidu de vie syndicale de base qui puisse en quelque façon justifier la permanence des communistes en leur sein.

Toutefois, ces déductions ne peuvent encore nous amener à prévoir quelle devra être la forme organisationnelle qu'assumeront les futures organisations de classe. Nous écrivions en 1969, dans l'étude "Parti et organismes de classe dans la tradition de la Gauche Communiste" (Il Programma Comunista, n° 21)

« les formes organisationnelles doivent surgir du processus réel en relation avec les intérêts généraux de la classe. Le parti n'invente pas des formes. Le parti les forge avec son programme historique pour les plier aux devoirs et aux buts de la lutte révolutionnaire. Il est faux d'affirmer le contraire, à savoir que le parti se subordonne à des formes constituées envers lesquelles il doit réduire son programme, c'est-à-dire son action historique et politique. »

Les premières tentatives hésitantes d'opposition à la politique officielle des syndicats ont eu ces dernières années la caractéristique de s'exprimer, au niveau le plus épisodique, dans les comités de lutte, de coordination ouvrière dont le processus de formation et de dissolution a été lié aux poussées immédiates dont ils furent l'expression. Quand ils n'étaient plus sous le coup de ces poussées, ces organismes ont tous eu la caractéristique de se renfermer sur eux-mêmes, se dissolvant dans des polémiques inspirées par les affrontements politiques entre les diverses tendances existantes en leur sein, si bien que n'existe pas encore, aujourd'hui, de témoignage significatif, sur des bases classistes, de groupes d'ouvriers combattifs auquel on puisse faire référence pour affirmer que ce sera de son expansion quantitative que surgiront les nouvelles et futures organisations de classe. Il est cependant indubitable, avec la détérioration progressive de la situation économique et sociale, que ces épisodes sont destinés à se multiplier, et à avoir une plus grande consistance, surtout organisationnelle. Cette situation repose donc en des termes très actuels la question du rapport qui doit exister entre le parti, la classe, et les expressions organisationnelles immédiates de celle-ci, dans les diverses difficultés qu'elle affronte et surtout affrontera.

Comme nous l'observons aujourd'hui, la fragilité et l'extrême faiblesse actuelle de ce processus réel rend plus difficile la possibilité de comprendre le fin fond de ce rapport, d'autant plus que le parti est pratiquement absent, et son impossibilité d'influer sur les événements aujourd'hui, est une composante

déterminante, certainement la plus tragique d'un point de vue historique, de la situation actuelle qu'il faut garder à l'esprit.

La tâche du parti, d'après ce que nous venons de voir, étant d'importer le programme révolutionnaire dans le mouvement ouvrier, et une telle tâche ne pouvant être accomplie avec succès qu'à la condition que le parti ne nie pas les luttes ouvrières en défense des conditions de vie et de travail des travailleurs, mais sache aussi s'insérer en elles et se gagner la confiance des ouvriers y participant activement. Quels doivent être les devoirs spécifiques du parti envers ces luttes, et, de façon plus générale, envers les aspects revendicatifs et organisatifs du mouvement ouvrier ? Quelle est, en d'autres termes, la fonction des communistes vis-à-vis de la "conscience trade-unioniste" des ouvriers ?

Il est important de faire référence à ce propos encore une fois à Lénine. Si dans "Que faire?", en plein développement du mouvement revendicatif en Russie, Lénine est contraint de polémiquer contre ceux qui exaltent la spontanéité de ce mouvement, en prétendant que le parti doit se soumettre à elle, déjà dans le "Projet et commentaire du programme du parti social-démocrate" de 1895-96, donc aux débuts de ce mouvement, Lénine expose à sa juste place cette question.

Soutenir et diriger la lutte que les ouvriers ont déjà commencée

Au point B-1 du "projet de programme" que Lénine lui-même, dans le "commentaire", définit comme étant "le point du programme le plus important", on lit :

« Le parti social-démocrate de Russie proclame que sa tâche est d'aider dans cette lutte la classe ouvrière russe en développant la conscience de classe des ouvriers, en concourant à leur organisation et en indiquant les objectifs et les buts de leur combat¹⁴. »

Dans le commentaire de ce point, après avoir affirmé « qu'il montre comment l'aspiration au socialisme, la volonté d'en finir avec l'éternelle exploitation de l'homme par l'homme, doivent se rattacher au mouvement populaire engendré par les conditions d'existence que créent les grandes fabriques et usines, » Lénine écrit : « Par son activité, le Parti doit seconder la lutte de classe des ouvriers. La tâche du Parti n'est pas d'imaginer de toutes pièces des moyens inédits de venir en aide aux ouvriers, mais de s'associer à leur mouvement, d'y porter la lumière, d'aider les ouvriers dans la lutte qu'ils ont déjà engagée. La tâche du Parti est de défendre les intérêts des ouvriers et de représenter les intérêts de l'ensemble du mouvement ouvrier. Comment doit se manifester l'aide aux ouvriers en lutte ?

Le programme déclare que cette aide doit consister, tout d'abord, à développer la conscience de classe des ouvriers¹⁵. »

Il est donc clair que le parti ne suggère et ne détermine pas le mouvement de façon volontaire en utilisant un quelconque "moyen à la mode", mais "s'associe" (s'unit) au mouvement déjà existant qui aura pu se déterminer de lui-même sans l'activité du parti. Le parti "porte la lumière" dans ce mouvement, "soutient" la lutte "que les ouvriers eux-mêmes ont déjà engagée", et, dans son activité d'intervention, en "développe la conscience de classe."

Lénine explique lui-même, dans le passage qui suit, ce que l'on doit entendre par conscience de classe :

« Ce qu'il faut entendre par conscience de classe des ouvriers ressort de ce que nous avons dit à ce propos. La conscience de classe des ouvriers, c'est la compréhension par ceux-ci du fait que pour améliorer leur sort et réaliser leur émancipation, il n'est d'autre moyen que de lutter contre la classe des capitalistes et des fabricants qui sont apparus avec les grandes fabriques et usines. C'est ensuite la compréhension du fait que les intérêts de tous les ouvriers d'un pays sont identiques, solidaires, que tous ces ouvriers constituent une même classe, distincte de toutes les autres classes de la société. C'est,

14 Œuvres de Lénine, éditions sociales, éditions du progrès, Moscou, T 2, p 92.

15 Idem, p 109.

enfin, la compréhension du fait que, pour parvenir à leurs fins, les ouvriers doivent nécessairement chercher à influencer sur les affaires de l'Etat, comme l'ont fait et continuent de le faire les grands propriétaires fonciers et les capitalistes.

Comment cette compréhension vient-elle aux ouvriers ? Ils la puisent constamment dans la lutte même qu'ils engagent contre les fabricants et qui se déploie de plus en plus largement, s'intensifie et entraîne un nombre croissant d'ouvriers à mesure que se développent les grandes fabriques et usines. Il fut un temps où l'hostilité des ouvriers contre le capital ne s'exprimait que par un sentiment confus de haine pour leurs exploiters, par la vague conscience de leur état d'oppression et de leur esclavage, par le désir de se **venger** des capitalistes. Leur lutte se traduisait alors par des révoltes isolées d'ouvriers qui détruisaient les bâtiments, brisaient les machines, malmenaient les administrateurs de la fabrique, etc. C'était la **première** forme du mouvement ouvrier, sa forme initiale, et elle était nécessaire, car la haine du capitaliste a été, de tout temps et en tous lieux, la première impulsion qui a porté les ouvriers à se défendre. Mais le mouvement ouvrier russe n'en est plus à cette forme primitive. Dépassant le stade de la haine confuse pour le capitaliste, les ouvriers ont commencé à comprendre l'antagonisme d'intérêts qui oppose la classe des ouvriers à celle des capitalistes. Ils n'éprouvent plus un vague sentiment d'oppression : ils ont commencé à se rendre compte **de quelle manière et par quel moyen** le capital les écrase, et ils se dressent contre telle ou telle forme d'asservissement, imposent une limite à la pression du capital, se défendent contre l'avidité du capitaliste. Au lieu de se venger des capitalistes, ils passent à la lutte pour arracher des concessions, ils présentent à la classe des capitalistes une revendication après l'autre, exigent de meilleures conditions de travail, l'augmentation des salaires, la réduction de la journée de travail. Chaque grève concentre tour à tour l'attention et les efforts des ouvriers sur telle ou telle des conditions où se trouve placée la classe ouvrière. Chaque grève amène à discuter de ces conditions ; elle aide les ouvriers à porter sur elles une appréciation raisonnée, à comprendre comment se traduit en l'occurrence la pression du capital et comment on peut lui tenir tête. Chaque grève enrichit d'une expérience nouvelle l'ensemble de la classe ouvrière. (...) Ce passage des ouvriers à une lutte énergique pour satisfaire leurs besoins vitaux, pour arracher des concessions au capital, pour obtenir de meilleures conditions de vie, un salaire plus élevé et la réduction de la journée de travail, a déjà commencé dans toute la Russie. Il marque un grand pas en avant des ouvriers russes ; c'est donc à cette lutte, au concours qu'il convient de lui apporter, que doit être surtout consacrée l'attention du Parti social-démocrate et de tous les ouvriers conscients¹⁶. »

En passant, notons comment, aujourd'hui, ce processus d'acquisition progressive de la conscience de classe par les ouvriers est encore quasi entièrement à accomplir, l'opportunisme ayant réussi à arracher des esprits et des cœurs prolétaires jusqu'au sens confus de la haine du capitaliste qui est la condition la plus élémentaire pour amener à un début d'action, même purement "vindicatif" et individuel.

Dans le dernier passage cité, la relation entre parti-conscience et spontanéité du mouvement est donc la même que celle décrite dans le fameux passage de Kautsky déjà cité. "L'aspiration au socialisme", qui est le propre de la conscience révolutionnaire et que seul le Parti peut posséder, a d'une certaine manière une existence indépendante du mouvement prolétarien qui, spontanément, peut parvenir à la conscience "trade-unioniste" que les ouvriers acquièrent "en puisant constamment dans la lutte même qu'ils engagent contre les fabricants. Le grand problème à résoudre pour définir une situation révolutionnaire réside dans le "mélange" de ces deux éléments d'un certain côté distincts du mouvement prolétarien.

En cela, le Parti ne peut pas se limiter à énoncer son programme révolutionnaire, mais doit lier cette énonciation à la lutte au coude à coude avec les ouvriers, en les aidants dans leur processus d'acquisition progressive de la conscience de classe. Que signifie donc "aider les ouvriers" ? C'est encore à Lénine de répondre :

16 Idem, p 109-111.

« L'aide aux ouvriers doit consister à leur indiquer les besoins vitaux essentiels pour la satisfaction desquels ils doivent lutter, à analyser les causes de l'aggravation particulière de la situation de telle ou telle catégorie d'ouvriers, à leur expliquer les lois ouvrières et les règlements dont la violation (jointe aux subterfuges frauduleux des capitalistes) soumet si souvent les ouvriers à un double pillage. Cette aide doit consister à formuler avec plus de précision et de netteté les revendications des ouvriers et à les énoncer publiquement, à choisir le meilleur moment pour résister et la méthode de lutte, à analyser la situation et les forces des deux parties en présence, à examiner s'il ne serait pas préférable de recourir à une autre méthode de lutte (envoi d'une lettre au fabricant, démarche auprès, de l'inspecteur ou du médecin, selon les circonstances, s'il n'est pas plus expédient d'appeler directement à la grève, etc.)¹⁷ »

Contribuer à l'organisation des ouvriers

Entrer dans le vif de l'affrontement de classe, donc, même dans les aspects minimes et très particuliers ; lutter avec les ouvriers pour leurs besoins immédiats, se faire le porte-parole de leurs exigences les plus élémentaires. "Les éclairer" – Lénine lui-même use de cette expression – "par les mots d'ordre, les explications" du parti afin d'amener le mouvement à la "conscience du socialisme", c'est-à-dire à la compréhension que c'est seulement en conquérant le pouvoir politique sous la direction du parti qu'il sera possible de résoudre définitivement leurs problèmes.

L'idée d'"aider les ouvriers" doit évidemment être aussi étendue aux efforts qu'ils font pour s'organiser sur le terrain de classe.

« La seconde forme d'aide – poursuit Lénine dans le commentaire – doit consister, ainsi qu'il est dit dans le programme, à concourir à l'organisation des ouvriers. La lutte que nous venons de décrire exige que les ouvriers soient organisés. L'organisation devient nécessaire en cas de grève, afin d'augmenter les chances de succès, pour les collectes en faveur des grévistes, pour l'institution de caisses ouvrières, pour la propagande parmi les ouvriers, pour la diffusion de tracts ou d'appels, etc. Elle est plus nécessaire encore pour se défendre contre la police et la gendarmerie, pour mettre à l'abri de leurs poursuites les associations ouvrières et leurs activités, pour diffuser parmi les ouvriers livres, brochures, journaux, etc. Apporter une aide dans tous ces domaines : telle est la seconde tâche du Parti¹⁸. »

C'est justement à cette tâche que se réfèrent nos thèses caractéristiques quand elles affirment que « **la tâche du parti dans les périodes défavorables et de passivité de la classe prolétarienne est de prévoir et d'encourager l'apparition des organisations à objectifs économiques pour la lutte immédiate.** » Encourager l'apparition, voilà bien l'expression juste. Elle signifie que le parti ne peut, sur la base d'une simple volonté d'action, se substituer au processus de formation des organisations de classe, ne peut "les créer", les fonder, les construire à partir de son bon-vouloir, de la même façon qu'il ne peut rester à l'écart quand ce processus, cette tendance du prolétariat à l'organisation de classe, est en marche, même de la part seulement d'une minorité de prolétaires combattifs et disposés à la lutte.

En ce sens, si d'un côté le parti n'est pas un "faiseur de syndicats", d'un autre côté, il n'attend pas passivement leur formation pour ensuite, dans un second temps, intervenir pour les gagner à sa propre orientation, mais il participe activement à ce processus, en se faisant le promoteur de l'organisation classiste où travaillent ses groupes communistes dans les usines, et à la condition, que cette action organisationnelle corresponde à la tendance instinctive et spontanée des ouvriers à la réaliser.

17 Idem, p 111.

18 Idem. P 113.

La direction de la lutte syndicale n'a rien d'incompatible avec les tâches révolutionnaires

La parfaite compréhension de cette question est très importante pour ne pas se laisser aller à des attitudes contraires aux principes du parti.

Le lien entre l'activité du parti au niveau syndical et l'action politique de direction programmatique révolutionnaire communiste ne peut jamais être compris, quelle que soit la situation, comme quelque chose de séparé, d'"alternatif". Il serait tout à fait anti-marxiste, par exemple, de soutenir que, vue la situation actuelle marquée par la distance astronomique séparant la classe du programme révolutionnaire marxiste, et donc le niveau très bas de conscience de classe des ouvriers, le parti doit cantonner ses énonciations politiques et programmatiques et ses indications générales à la lutte immédiate de classe, pour se jeter tête baissée dans un travail exclusivement minimaliste sur le plan syndical, en affirmant que "les ouvriers ne comprennent pas" et qu'il s'agit donc de dire seulement ce qui est cru et ce qu'ils sont en mesure de comprendre, c'est-à-dire uniquement les aspects liés à leur défense très contingente et immédiate. De la même façon, il serait erroné, en partant du présupposé qu'aujourd'hui "ils ne comprennent même pas cela", de soutenir que le devoir du parti doit être d'importer la conscience trade-unioniste au sein des travailleurs par le biais d'un travail de direction très minime en ce sens, séparé de toute liaison constante avec les orientations politiques et même syndicales générales du parti. Faire cela signifie affirmer pratiquement que la "conscience trade-unioniste" du prolétariat est le résultat direct de l'action du parti, sans laquelle celui-ci ne pourrait intervenir auprès du prolétariat. Toute l'histoire du mouvement ouvrier démontre au contraire que le prolétariat acquiert une telle conscience de façon spontanée, sous la poussée des conditions réelles de son existence, rendue plus précaire chaque fois qu'explorent de manière aiguë les contradictions de la société capitaliste. Mais, conscients que pour s'opposer avec efficacité à l'exploitation capitaliste il est nécessaire de se battre à fond avec l'arme de la grève pour entamer les intérêts patronaux et que, pour arriver à cela, il est nécessaire de s'organiser – c'est la "conscience trade-unioniste" –, ayant donc fait un grand pas en avant, les ouvriers ne se sont cependant pas encore engagés dans la voie révolutionnaire. Pour que cela le soit, la présence active du parti est indispensable dans ce processus, comme la conquête de sa part de la direction du mouvement ouvrier, parti qui doit donc préexister à ce processus et, indépendamment de cela, être assis sur les positions théorico-programmatiques correctes du marxisme révolutionnaire. La conscience et l'organisation trade-unioniste ne font pas sortir le mouvement de l'état d'assujettissement à l'idéologie bourgeoise, du fait que les ouvriers, même en se battant contre le patronat et son Etat, restent la proie de l'illusion selon laquelle ils peuvent défendre d'une façon sûre leurs conditions d'existence dans le cadre du système économique et social capitaliste.

Il est évident que la présence du parti dans le mouvement revendicatif de classe constitue un puissant facteur d'accélération du mouvement lui-même en lui conférant un caractère révolutionnaire. Dans la mesure où le parti réussit à accroître son influence parmi les travailleurs et leurs organisations, il est en mesure de diriger celles-ci dans le sens d'une lutte ouverte contre les institutions étatiques et para-étatiques de la bourgeoisie, arrachant par la-même des concessions sur le plan de la lutte immédiate. Le parti ne fait pas de ces batailles le but de son action mais il les considère comme un moyen d'atteindre le but final de l'insurrection révolutionnaire pour la prise du pouvoir politique.

En dernière analyse, nous dirons que les organisations ouvrières de classe ne peuvent s'exprimer complètement que si elles sont dirigées par le parti et que donc l'action du parti est indispensable à toute action générale de la classe.

Ainsi, dans "Parti et action de classe" :

« Mais même pour les besoins directs de la lutte qui doit culminer dans le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie, le parti est l'organe indispensable de toute l'action de la classe. Logiquement, on ne peut même pas parler d'une véritable action de classe (c'est-à-dire d'une action dépassant les limites

des intérêts catégoriels ou des menus problèmes contingents) quand on n'est pas en présence d'une action de parti¹⁹. »

C'est donc une grave erreur que de séparer de façon mécanique le "travail politique" du "travail syndical" du parti et de soutenir que, suivant les situations, l'un doit avoir plus ou moins d'importance que l'autre.

Dans un écrit mineur, une lettre à Natsia du 13 Octobre 1905, c'est-à-dire en période révolutionnaire, quand la lutte politique prend une très grande importance, Lénine, en se référant à la résolution du Comité d'Odessa, sur la lutte syndicale, écrit :

« La première partie est bonne : assumer la direction de **toutes** les manifestations de la lutte de classe du prolétariat, et il ne faut jamais oublier le devoir de diriger la lutte syndicale. Très bien. Un peu plus loin, deuxième point : En premier lieu il faut poser la tâche de l'insurrection armée, et en troisième lieu "en vertu de cela, la tâche de diriger la lutte syndicale du prolétariat passe inévitablement au second plan." Cela, à mon avis, n'est **pas juste théoriquement**, et il est **erroné du point de vue de la tactique**. (...) L'insurrection armée est la méthode suprême de la lutte **politique**. Pour que l'insurrection prolétarienne dirigée par la social-démocratie soit couronnée de succès, du point de vue du prolétariat, **il est nécessaire de développer largement tous les aspects du mouvement ouvrier**. C'est pourquoi il est archi-faux d'opposer les deux tâches, l'insurrection d'un côté et la direction de la lutte syndicale de l'autre. »

Par analogie, il est faux aussi d'opposer travail syndical et agitation politique suivant les situations. Le parti aujourd'hui ne fait pas du trade-unionisme sous prétexte que la classe, absente de la scène historique en tant qu'opposition révolutionnaire à la bourgeoisie pour la conquête du pouvoir politique, a du mal à prendre la voie de l'autodéfense de classe par rapport à l'exploitation quotidienne imposée par le capitalisme. De même, le parti ne dédaigne pas le travail de direction des luttes immédiates en période pré-insurrectionnelle. Alors, nous dirons que le devoir des communistes en toutes situations est de dénoncer aux travailleurs leur condition d'exploités, de leur désigner leurs ennemis de classe et de démasquer tous ceux qui prétendent agir dans l'intérêt des travailleurs mais qui les subordonne au contraire aux intérêts de l'économie nationale et de l'entreprise. C'est un devoir des communistes que d'expliquer aux ouvriers le programme révolutionnaire communiste ; d'éclairer par l'agitation, la propagande et le prosélytisme, les contradictions de la société capitaliste pour montrer que la voie révolutionnaire est la seule possible pour les dépasser. C'est un devoir des communistes de montrer tout cela aux ouvriers, non par de simples énonciations académiques, mais dans le vif des batailles quotidiennes en participant activement et en encourageant activement le travail d'organisation et d'action revendicative immédiate pour apparaître aux yeux des travailleurs comme les seuls et authentiques représentants de leurs intérêts.

Les communistes se doivent de toujours accomplir ces devoirs, dans toutes les situations possibles. La situation extérieure au parti ne définit pas la nature, la qualité des devoirs à accomplir, mais la prépondérance de certains devoirs sur d'autres, et non dans le sens que les uns sont plus ou moins importants que les autres, que l'agitation politique devient plus ou moins importante que l'intervention dans les luttes, mais dans le sens que les événements extérieurs définissent telle combinaison quantitative de ces devoirs. Il ne faut jamais oublier, en outre, que par "situation extérieure", on veut dire les événements extérieurs au parti, qui ne dépendent pas de sa volonté, mais que le parti peut toutefois, à un certain niveau de développement et de pénétration parmi les masses qui n'est certainement pas celui d'aujourd'hui, influencer sur ces événements. En un certain sens, le parti lui-même est un produit de la "situation extérieure", et il existe donc, entre le parti et la situation extérieure, un rapport dialectique continu d'interdépendance qui se traduit dans le principe suivant lequel le parti ne changera jamais son programme révolutionnaire et sa théorie d'interprétation marxiste des événements suivant la situation extérieure, mais devra tenir compte de celle-ci dans l'application tactique de son

¹⁹ Edition programme communiste, 1975, p 53.

programme, en gardant aussi à l'esprit que le degré d'influence du parti est partie intégrante de cette situation.

Dans les "Thèses Caractéristiques²⁰" :

« 9. Ce sont les événements, et non la volonté ou la décision des hommes, qui déterminent donc aussi la pénétration du parti dans les grandes masses, en la limitant à une petite partie de son activité générale. Le parti ne perd cependant aucune occasion de pénétrer dans chaque brèche, dans chaque fissure, sachant bien qu'il n'y aura de reprise que lorsque ce secteur de son activité se sera largement développé et sera devenu dominant. »

Deux déviations opposées mais convergentes

Pour revenir à la situation actuelle, l'absence presque totale du prolétariat, de la scène de la lutte de classe entraîne, parmi les groupes ou les organisations politiques qui prétendent se réclamer, de la tradition révolutionnaire du prolétariat et même de la Gauche Communiste, ou en tout état de cause s'installant dans l'aire de la prétendue "extrême gauche", une série de positions fondamentalement erronées au sujet de la question dont nous traitons.

De façon complexe, pour synthétiser, même si elles comportent des nuances diverses, toutes ces positions se ramènent à deux d'entre elles. Pour certains, le manque de réaction des ouvriers aux attaques toujours plus pesantes du capital et à la collaboration toujours plus mielleuse des centrales syndicales, leur fait conclure que les revendications syndicales et donc l'organisation économique de classe des travailleurs appartiennent désormais au passé et doivent être considérées comme une pièce d'archéologie du mouvement ouvrier : il s'agirait pour lui de faire immédiatement le "saut politique" en procédant à "l'attaque déstabilisatrice du système", soit par le terrorisme individuel ou la soi-disant "illégalité de masse", soit, dans la meilleure des hypothèses, par des actions ouvrières dans l'usine, mais en les considérant comme des actes de sabotage ou d'attaque individuelle ou "minoritaire", en théorisant même que la tâche des communistes doit être d'organiser les ouvriers en sautant à pieds joints par dessus la "lutte revendicative", considérée comme "arriérée" "et incapable de produire "la conscience politique", ou encore en théorisant que le prolétariat s'organisera bien en organismes de classe, mais ceux-ci contiendront déjà un "programme politique" les séparant des autres ouvriers plus "arriérés", et auront déjà automatiquement un contenu révolutionnaire dans la mesure où ils se porteront immédiatement, sur le terrain de la "lutte contre le système".

Il est inutile de revenir aux grands points de la théorie pour démontrer combien ces positions sont éloignées du marxisme révolutionnaire. Il suffira de se référer à la réalité quotidienne de ces temps sombres, même au plus profond de l'apathie dans laquelle vit aujourd'hui la classe ouvrière, aux épisodes qui ont vu un certain nombre d'ouvriers se placer, même si c'est seulement de façon temporaire, sur le terrain de la vraie lutte de classe, et qui ont eu comme contenu les "revendications arriérées" de la défense du poste de travail ou de l'augmentation du salaire ou de l'amélioration des conditions de travail, et certainement pas "le contre-pouvoir prolétarien" ou "la lutte politique contre le système". Nous nous limiterons à observer que ces positions sont typiquement anti-matérialistes : idéalistes celles, qui voudraient que la tâche du parti soit d'organiser immédiatement les travailleurs "sur le plan politique", dans la mesure où elles présupposent que les hommes et, dans le cas envisagé, les prolétaires, agissent non sous la poussée des déterminations matérielles mais d'après "l'idée", la compréhension intellectuelle de leur situation sociale et du chemin historique à parcourir pour trouver la solution ; spontanéistes celles qui prétendent que "le besoin du communisme jaillit chez l'ouvrier" – ou plus exactement chez leur "ouvrier social" – de façon directe de par sa vie quotidienne, et que donc toute action individuelle pour satisfaire un besoin immédiat équivaut à une "action révolutionnaire".

20 En défense... édition le parti communiste, 1987. Chapitre IV. « Action du parti en Italie et dans les autres pays en 1952. p 172. »

Ces dernières, niant tant le Parti que l'organisation économique, ne peuvent même pas être considérées comme des "déviation" du marxisme, auquel, du reste, elles ne prétendent pas non plus se réclamer. Elles sont simplement l'expression idéologique de la mentalité et des impulsions objectives du sous-prolétariat, de ce qu'ils appellent eux-mêmes par euphémisme le "prolétariat marginal", ainsi que de la petite-bourgeoisie révoltée et exaspérée de ne pouvoir participer au partage du gâteau de la plus-value ouvrière. Le drame réside dans le fait qu'elles réussissent, hélas, à capter et à dépenser de saines énergies de prolétaires sincèrement disponibles à la lutte de classe.

Impuissance du "brigatisme" syndical

Il existe cependant une autre tendance qui semble s'opposer à celle-ci, en empruntant le principe opposé, tendance plus subtile car plus proche en apparence du marxisme et donc plus dangereuse et plus insidieuse ; selon la classification connue des déviations typiques effectuée par la Gauche Communiste. Cette tendance, partant toujours du présupposé selon lequel le prolétariat a de la peine à reprendre le chemin de la lutte de classe, réagit à ce que par commodité d'expression nous pourrions appeler la "politique politicienne", en se jetant tête baissée dans le "trade-unionisme pur". Elle prétend ainsi que les ouvriers sont susceptibles de lutter seulement s'ils entrevoient un "point de référence" constitué par des éléments organisés préventivement sur la base d'objectifs revendicatifs minimum, simples et même très simples, et que le but du parti et des communistes doit donc être de chercher à créer, partout où cela est possible, ces "références organisées" sans lesquelles, d'après eux, le prolétariat ne s'animerait pas. Pour eux, toute indication aux prolétaires de mots d'ordre et de perspective organisationnelle générale, même sur le terrain syndical, équivaut à du "vellétarisme" dans la mesure où aujourd'hui "ce n'est pas compréhensible" par les travailleurs, auxquels il faut proposer seulement "ce qu'ils peuvent comprendre", ou mieux, ce que ces gens s'illusionnent qu'ils peuvent comprendre. Pour eux, le seul chemin qui peut amener à "faire se mouvoir" les ouvriers est celui qui passe par "l'organisation préalable" d'"avant-gardes" ouvrières qui, de par elles-mêmes, en dehors du contexte réel des situations dans lesquelles elles agissent, seraient susceptibles de constituer un "point de référence" valide pour la classe. Et ces avant-gardes, pour se faire reconnaître comme telles, doivent se présenter devant les usines avec des "plateformes et indications spécifiques" qui peuvent rencontrer la faveur des ouvriers. De là au lancement de n'importe quels mots d'ordre, détachés des mots d'ordre plus généraux ou du programme révolutionnaire, le passage est rapide, et ils l'ont franchi abondamment. Le parti, les communistes auraient donc aujourd'hui le devoir "d'importer la conscience trade-unioniste dans la classe", de mettre en avant des revendications minimales, afin de pousser les ouvriers à agir, à se rencontrer avec la conscience organisée préalablement dans ces "avant-gardes" nébuleuses.

La conséquence en est la chute en un comportement volontariste fondé à peu près de cette manière : la classe ne bouge pas, il faut "la faire bouger". Dans ce but, on a besoin d'objectifs compréhensibles et d'un minimum d'éléments d'avant-garde organisés dans cette perspective ; on doit donc "construire dans les usines ces points de référence" et le parti devrait être utilisé à cette fin. Encore une fois, la façon de poser le problème va à l'encontre de la réalité de la lutte de classe. Ceux-ci ne comprendront jamais que les ouvriers ne bougent pas, et ne bougeront jamais, du fait qu'un groupe d'ouvriers "plus conscients" leur aura présenté des plateformes et des objectifs spécifiques sur lesquels lutter, mais, encore une fois, seulement s'ils sont poussés par les conditions matérielles objectives ; les communistes, répétons-le, pourront "favoriser" ce processus, mais jamais le déterminer, et encore moins pourront le faire des "avant-gardes" génériques plus ou moins organisées. Il faut même dire que, dans la situation actuelle, parler d'avant-garde est pour le moins impropre dans la mesure où les avant-gardes réelles ne seront formulées que par un vaste et profond mouvement général de classe, de la même façon que seul ce mouvement déterminera le jaillissement de vrais organismes classistes qui justement organiseront ces avant-gardes. Dans la meilleure des hypothèses, le fait de vouloir pousser les ouvriers à l'action quand leur prédisposition à la lutte est nulle, correspond à ce que les marxistes

ont plusieurs fois défini comme "impatience révolutionnaire" qui a été une composante non négligeable des pires déviations tactiques, puis stratégiques et de principe. Du point de vue tactique, cela mène, d'une part, à la formulation d'indications immédiates qui ne rencontrent pas la prédisposition à la lutte des ouvriers et donc à un volontarisme activiste qui bat l'air avec des revendications et des plateformes, exposant au ridicule les communistes face aux travailleurs plus combatifs et plus conscients, d'autre part, cela conduit inévitablement à la recherche d'expédients, de "recettes", pour accélérer le processus de reprise de la lutte de classe jusqu'à l'alliance, avec au début l'excuse que l'on se trouve sur le terrain revendicatif syndical, avec des formations politiques envers lesquelles le parti doit se différencier programmatiquement et organisativement de façon nette et profonde. Une telle façon de poser le problème fait preuve en outre d'un certain gradualisme typique de toute forme d'opportunisme. On dit : nous sommes d'accord avec les grands mots d'ordre généraux, mais ceux-ci ne sont pas compréhensibles aujourd'hui. Limitons nous donc aux "petites choses" de tous les jours, aux questions minimales que les ouvriers peuvent comprendre ; quand ils auront fait le premier pas, nous leur ferons envisager le pas suivant. Cela conduit à la fin, à la position suivant laquelle c'est dans le mouvement réel de la lutte que le parti apprend à situer la tactique juste alors que, vice-versa, le mouvement réel permet de vérifier l'exactitude d'une action tactique déterminée d'avance par le parti sur la base, comme on le disait au début, de la fidélité aux principes et au programme et de l'analyse de la situation comme "élément intégrateur". Cela amène enfin à l'improvisation et à la découverte continue de "situations diverses" pour lesquelles il est nécessaire d'indiquer aujourd'hui le contraire de ce que l'on indiquait hier, à la recherche continuelle de la "nouveau" qui conduit de nouveau à débattre de tout.

Il est intéressant de noter comment cette tendance, qui semble en apparence opposée à la première, en est en fait le complément naturel. Elles ont en commun la conception suivant laquelle il s'agit de trouver des expédients pour "faire bouger" le prolétariat, expédients qui se réduisent à être l'exemple, la "référence organisée et agissante" qu'il faut donner aux prolétaires comme une minorité organisée préventivement sur "le terrain" de l'affrontement et du contre pouvoir politique pour les uns, sur celui de la lutte syndicale pour les autres. Ce n'est pas un hasard si les seconds, étant souvent d'accord en cela avec les premiers, finissent par tomber sur des positions que nous pouvons définir comme étant du "brigatisme syndical", recherchant l'affrontement à tout prix, les "lutttes minoritaires" contre l'opportunisme, l'organisation alternative à celui-ci indépendamment des situations, le boycottage des grèves proclamées par les centrales syndicales, même quand n'existent pas les forces pour promouvoir des actions alternatives, etc. De façon analogue, ce n'est pas un hasard si les premiers nourrissent une sympathie mal dissimulée envers les seconds qu'ils considèrent, au fond, comme appartenant à cette "aire révolutionnaire" qu'ils imaginent étendue à quiconque, qui, de n'importe quelle façon, s'oppose à l'Etat et à l'ordre en place. Alors que pour nous bien au contraire, suivant l'enseignement de la Gauche Communiste, "l'aire révolutionnaire" s'arrête au Parti.

Points cardinaux de l'intervention du Parti dans les luttes

Comment, au contraire, les communistes doivent poser le problème dans la situation actuelle ? Dans nos "Thèses Caractéristiques", au point 10 de la partie IV, on lit

« L'accélération du processus dépend non seulement des causes sociales profondes des crises historiques, mais de l'activité de prosélytisme et de propagande du parti, avec les moyens réduits qui sont à sa disposition. Le parti exclut absolument qu'on puisse stimuler ce processus par des recettes, expédients et manœuvres en direction des groupes, des cadres, des appareils qui usurpent le nom de prolétaires, socialistes et communistes. Ces moyens, qui caractérisèrent la tactique de la Troisième Internationale après que Lénine eut disparu de la scène politique, n'ont eu d'autre résultat que de désagréger le Komintern en tant que théorie organisationnelle et que force agissante du mouvement, chaque « expédient tactique » faisant perdre aux partis un peu de leur substance. Ces méthodes sont revendiquées et revalorisées par le mouvement trotskyste de la IVe Internationale, qui les considère à tort comme des méthodes communistes.

Il n'y a pas de recettes toutes faites permettant d'accélérer la reprise de classe. Il n'y a pas de manœuvres et d'expédients qui disposeraient les prolétaires à écouter la voix du parti de classe. Ces moyens en effet ne feraient pas apparaître le parti pour ce qu'il est vraiment, mais dénatureraient sa fonction, ce qui ne pourrait avoir qu'un effet désastreux sur la reprise effective du mouvement révolutionnaire, qui se base sur la maturité réelle des faits et sur l'aptitude du parti à y répondre de façon adéquate, aptitude qu'il ne peut acquérir que par son inflexibilité doctrinale et politique.

La Gauche Italienne a toujours combattu la méthode des expédients tactiques pour rester toujours à flot, en la dénonçant comme une déviation de principe incompatible avec le déterminisme marxiste.

Dans la ligne des expériences passées, le parti s'abstient donc de lancer et d'accepter des invitations, des lettres ouvertes ou des mots d'ordre d'agitation en vue de constituer des comités, des fronts et des ententes avec d'autres mouvements et organisations politiques quels qu'ils soient²¹. »

« Activité de prosélytisme et de propagande du parti, avec les moyens réduits qui sont à sa disposition » : voilà l'essentiel. Dans ce travail de propagande, le parti ne sous-entend pas la finalité dernière de son action, de la même façon qu'il n'évite pas de montrer aux prolétaires le processus qu'ils devront mener à bien pour que l'arc révolutionnaire de la classe dans son entier s'accomplisse. Même quand le parti intervient dans les luttes ouvrières, les revendications ayant un contenu minime et immédiat, le but de son action est d'agrandir son influence parmi les travailleurs, sa propagande doit donc viser ce résultat. Il ne peut se limiter à "faire du trade-unionisme" et à indiquer aux prolétaires les objectifs spécifiques pour lesquels ils doivent lutter, qui sont généralement connus des prolétaires et pour lesquels ils se mettent en lutte, mais il doit savoir lier ces indications nécessaires avec les perspectives plus générales de la lutte de classe, il doit "les éclairer" quant au chemin à parcourir, indiquer les limites de leurs luttes, diffuser la nécessité de l'organisation de classe et de l'extension de la lutte, sans pour cela assumer des attitudes professorales, mais en ajustant de la façon la plus correcte possible l'aide pratique des militants et la propagande des positions politiques et syndicales plus générales qui caractérisent le parti et le distinguent de toutes les autres formations politiques éventuellement présentes dans la lutte. Si ces luttes s'expriment par une organisation des prolétaires les plus combatifs et conscients, il est hors de doute que les militants ouvriers interviennent dedans et tous les efforts devront être fournis afin de la conquérir à l'orientation des communistes, en faisant attention cependant de ne pas fermer cet organisme aux travailleurs qui n'ont pas encore acquis la conscience de suivre ces directives. L'effort qu'il faudra faire, une fois la lutte terminée, pour que cette organisation ne se dissolve pas, ne disparaisse pas, mais poursuive son action parmi les travailleurs, consiste à maintenir un rapport continu, permanent avec eux sur la base de leurs problèmes contingents. C'est seulement ainsi que ces organisations, même petites et faibles, peuvent effectivement devenir un "point de référence" pour la classe et c'est seulement ainsi que les communistes pourront à leur tour devenir une référence pour ces prolétaires plus conscients qui se posent le problème de dépasser les limites de la lutte immédiate.

De la même façon la question de l'organisation préventive à la lutte doit être posée en termes corrects. Affirmer que c'est seulement avec l'existence d'une organisation ouvrière à caractère immédiat qu'il est possible de commencer une lutte est erroné dans la mesure où, généralement, c'est la lutte elle-même, la volonté d'action immédiate des ouvriers qui fait naître les comités de lutte ou des organismes ouvriers semblables, et cela est cohérent avec la thèse marxiste selon laquelle les ouvriers parviennent d'eux-mêmes à la conscience trade-unioniste, poussés par leurs besoins. C'est sur cette tendance spontanée à l'organisation que doit se greffer l'action des communistes, en l'aidant même, "en développant" cette conscience par la propagande active dans le vif de l'organisation et de l'action, des positions plus générales du parti. Il serait toutefois faux d'affirmer qu'un comité ouvrier peut seul surgir directement d'une lutte. Celui-ci peut se constituer aussi sur la base d'une tendance d'éléments ouvriers les plus conscients pour s'unir pour affronter un travail d'agitation et de propagande, sur leurs

21 Idem p 172.

lieux de travail et, si ce comité ainsi formé réussit à s'insérer parmi les travailleurs par un travail tenace d'orientation sur les questions même minimales à affronter, il pourra, après l'explosion de la lutte, constituer un puissant facteur d'accélération de sa radicalisation et de son extension, ce facteur d'accélération sera d'autant plus valide et efficace que les communistes auront réussi à lui donner une orientation nettement classiste.

C'est pourquoi il est approprié de dire que la relation entre les avant-gardes organisées de façon préventive et le reste des ouvriers est un problème qui se résout à la seule lumière des situations concrètes qui s'affirment périodiquement, et non par de simples affirmations de principe. Dans toutes les usines et tous les lieux de travail, il y a des ouvriers que nous définissons comme "plus combattifs" dans la mesure où ils sont sensibles aux questions liées à la défense des intérêts immédiats des travailleurs et donc susceptibles de se poser comme des organisateurs à la tête des luttes qui peuvent être déclenchées et d'être des catalyseurs, les fameux "points de référence", des tensions et des mécontentements des autres travailleurs.

La détermination, la tendance à l'organisation de ces "avant-gardes" ne peuvent être qu'en étroite liaison avec la propension à être reconnues comme telles par les autres travailleurs. Dans le cas contraire, l'organisation préventive ne pourra être considérée comme une référence pour l'organisation d'une opposition de classe au patronat et à l'opportunisme. Donc, la perspective de constitution de micro-organisations artificielles qui agissent indépendamment de cette tendance des autres ouvriers à suivre leurs indications est erronée, de même que la prétention "d'enseigner", même avec "l'exemple pratique", avec des luttes "minoritaires", avec "l'action d'avant-garde", comment on doit lutter. La lutte de classe du prolétariat n'est pas le produit de la volonté de minorités organisées de façon préventive ce n'est pas le fruit de l'enseignement d'éléments conscients à d'autres qui ne le sont pas, mais c'est le résultat d'un processus beaucoup plus complexe et profond qui a pour cause déterminante et entraînant les contradictions économiques et sociales du mode de production capitaliste qui explosent de façon évidente dans les périodes de crise productive, pendant lesquelles le capital est poussé naturellement à accroître l'exploitation du travail salarié. Dans ce processus qui n'a rien de linéaire, des groupes toujours plus larges de prolétaires se réunissent de manière spontanée sur un terrain de lutte ouverte et intransigeante contre le patronat et ses complices, et émergent alors ces éléments mieux dotés de capacité organisationnelle et plus sensibles et conscients des tendances et finalités immédiates du mouvement, ainsi que les instruments pour mieux lutter, et pour s'opposer avec plus d'efficacité aux attaques et à la résistance de l'ennemi de classe, et ce sont donc ces éléments qui, mieux que les autres, jouent le rôle de catalyseur social et de poussée organisationnelle et de lutte. Si aujourd'hui, même si nous nous trouvons en présence d'une crise aiguë du système productif capitaliste et d'une attaque frontale du capital contre les conditions de vie de toute la classe, ce processus de rassemblement classiste du prolétariat à du mal à se déterminer, et s'il assume le plus souvent des formes épisodiques et marginales, *les causes sont à rechercher, non dans l'absence "d'avant-gardes organisées"*, ce qui est **un effet** et non une cause de l'absence d'un vaste rassemblement de classe, mais dans un demi-siècle d'histoire de l'économie capitaliste et du mouvement ouvrier qui ont défini des conditions économiques, politiques et sociales désastreuses du point de vue de la classe.

Il serait toutefois suicidaire de la part des communistes d'en tirer la conclusion qu'il faille "attendre" l'apparition sur une vaste échelle d'un mouvement de classe pour entreprendre une action d'orientation immédiate des prolétaires pour les objectifs de la lutte économique et pour l'indispensable organisation de classe. Cela reviendrait à dire que les communistes ont une fonction passive et non active dans le processus de la lutte de classe prolétarienne. Le Parti sait que la renaissance d'organismes classistes est une étape obligatoire dans le processus qui conduira le prolétariat à adopter le programme communiste et, dès aujourd'hui, ses militants ont le devoir de diffuser parmi les travailleurs la conscience de cette nécessité et de travailler activement à ce que cette perspective se concrétise là où le travail de propagande du Parti rencontre des travailleurs qui ont l'intention sérieuse de s'organiser sur le terrain de la lutte classiste, au-delà de leurs convictions politiques, en sachant toutefois qu'aujourd'hui seule

une minorité de prolétaires plus conscients est susceptible de se mouvoir immédiatement sur le terrain de classe, et en étant convaincu que, si cela arrivait, cette minorité devra tenir compte d'être telle, et que leur travail parmi les ouvriers devra être accompli avec la modestie que doit engendrer cette connaissance et sans embardées aventureuses.

Donc, l'orientation du Parti est correcte dans la mesure où il peut joindre à la parole l'organisation des ouvriers sur leurs lieux de travail indépendamment de l'opportunisme syndical, dans la perspective de la reconstruction d'un tissu organisationnel de classe que seul le mouvement réel des travailleurs pourra déterminer.

C'est une orientation que le Parti adresse indistinctement à tous les travailleurs, et pas seulement à ses avant-gardes.

Les groupes communistes et les comités ouvriers.

Les groupes communistes sont les instruments du parti et de son orientation dans les usines et sur les lieux de travail. Le groupe communiste, constitué exclusivement des militants ouvriers communistes et de leurs sympathisants proches, est un organe dépendant de manière exclusive du parti, comme tout organe du parti, et a le devoir de transmettre les positions politiques du Parti aux ouvriers parmi lesquels il agit, en insérant son action de prosélytisme et de propagande politique dans les luttes ouvrières et les poussées revendicatives de base. Outre la participation active à toute manifestation de lutte des ouvriers et aux organisations de base, même si elles sont nées à partir d'objectifs minimes, il est par conséquent du devoir du parti de se faire le porte-parole de l'indication en faveur de l'organisation indépendante de classe et, là où existent les conditions, même le promoteur d'initiatives concrètes en ce sens, et d'inviter les ouvriers à adhérer à des organismes qui sont arrivés à se constituer sur des bases de classe.

Ce serait au contraire une grave erreur si le groupe communiste tendait à "accélérer le temps" et à se constituer de manière formelle, de lui-même, en organisme classiste à caractère immédiat, changeant simplement d'habit. On tomberait ainsi dans l'erreur consistant à considérer le parti comme un "constructeur de syndicats" ou un "anticipateur des formes syndicales" et à croire que l'exemple des communistes suffit pour, amener les autres ouvriers à s'organiser sur le terrain de classe. Pire encore, on dénaturerait la fonction des communistes, en prétendant être plus suivi par les ouvriers dès lors qu'on diminue aux yeux des travailleurs le caractère politique des organes d'usine du Parti, et on tend à faire croire que ceux-ci peuvent avoir un contenu seulement syndical et donc être ouverts à tous les travailleurs qui acceptent les méthodes de la lutte de classe.

Le groupe communiste doit donc indiquer aux travailleurs la nécessité de la renaissance d'organismes de classe et travailler en ce sens, sans tomber dans l'erreur consistant à créer d'avance des organismes artificiels, coupés des travailleurs, sans continuité sur les lieux de travail, qui n'apparaîtraient aux yeux des ouvriers que comme une façon autre de s'organiser et d'agir de la part des communistes ou, pire encore, comme une manœuvre à vide, aux plus grands dépens du Parti.

Il est de même hors de doute que le groupe communiste doit adhérer aux organismes de base qui surgissent sous l'impulsion de luttes ou d'exigences, revendicatives ouvrières ou de tentatives d'organisation de la part d'ouvriers plus conscients et plus combattifs, en constituant à l'intérieur une fraction syndicale communiste, qui tentera d'en assumer la direction et d'en renforcer le développement.

C'est pourquoi il est donc indéniable que l'action du Parti doit se mener aussi à l'intérieur de ces organismes, sans aucun préjugé.

Dans la situation actuelle, vue l'absence d'une poussée ouvrière généralisée, la question doit toutefois être mieux approfondie dans la mesure où les ouvriers susceptibles de s'organiser dans un comité à caractère syndical, dans beaucoup de cas, sont les mêmes travailleurs qui adhèrent à des groupes

politiques qui, d'une façon ou d'une autre, se réclament de la classe ouvrière et, comme l'affirme la thèse citée plus haut, "usurpent le nom de prolétaires, de socialistes et de communistes", sont les vecteurs des positions erronées que nous avons mentionnées, et face auxquels le Parti doit maintenir une séparation organisationnelle précise et claire, qui doit surtout être vue comme telle de manière limpide et inattaquable par les travailleurs et par quiconque suit d'une manière ou d'une autre l'action et la vie du Parti.

Il n'existe pas aujourd'hui une situation qui puisse justifier une action tactique représentée par le mot d'ordre de "**front unique syndical**" comme l'avança le Parti en 1921 en Italie. A l'époque, le Parti jouissait d'une influence sur de vastes secteurs du mouvement ouvrier et lança l'appel aux confédérations syndicales existantes pour une action générale de tout le prolétariat, au-delà des divisions politiques, contre l'attaque du capital aux conditions de vie des travailleurs, en défense du salaire et des chômeurs. Aujourd'hui, il n'existe pas d'organismes syndicaux susceptibles de défendre les intérêts des travailleurs, et l'influence du parti est nulle, c'est pourquoi il lui est impossible de travailler dans une perspective de lutte immédiate, et il ne peut malheureusement que proclamer dans sa propagande la nécessité de l'unité prolétarienne sur le terrain de la lutte de classe, par-delà les divisions idéologiques ou partisans. Les communistes ne peuvent pas toutefois dédaigner le travail à l'intérieur de ces petits organismes qui tendent aujourd'hui à se former en prenant comme prétexte qu'il s'agit d'un nombre "restreint d'éléments" et, de plus, qui sont "politisés". Cela nous amènerait à la conclusion erronée rappelée précédemment suivant laquelle il faut attendre que se déploient toutes les forces prolétariennes de façon générale et qu'émergent des travailleurs débarrassés d'endoctrinement idéologique. Sans singer de façon vulgaire la tactique du "front unique syndical" qui contient dans son acception historique une indication ayant une portée infiniment supérieure, et pas seulement au sens quantitatif, mais aussi qualitatif, d'après ce qu'on peut en dire aujourd'hui, les communistes ont le devoir de se rallier et de travailler conjointement à tous ces travailleurs, qu'ils soient peu ou beaucoup, qui déclarent et surtout démontrent sérieusement leur volonté de se consacrer à la cause de la défense des intérêts immédiats de la classe à laquelle ils appartiennent, au-delà des préjugés politiques.

Mais le Parti doit tracer les limites et les caractéristiques de ce travail, afin d'éviter de dangereux dérapages, et la question est très délicate dans la mesure où, répétons le, nous ne sommes pas aujourd'hui en présence d'une réelle tendance prolétarienne à l'organisation classiste ou, mieux, cette tendance s'est manifestée jusqu'à maintenant seulement de façon épisodique, donnant le jour à des comités ouvriers qui, presque toujours, subissent l'influence néfaste des groupuscules et petits partis qui tendent à les caractériser comme organismes "politiques" et donc à en dénaturer le contenu classiste sur la base duquel ils surgissent généralement, ou qui tendent à se renfermer sur une vision sectorielle, locale et presque corporative, l'influence du Parti étant absente ou extrêmement faible.

Lénine, 1905 : dans certaines organisations, à certaines conditions

Il faut dire avant tout que l'intervention dans ces organismes doit se faire avec un "**esprit de parti**" **précis**. L'expression est encore de Lénine et nous la retrouvons dans un écrit de 1905 : "Le parti socialiste et le révolutionnarisme sans parti²²" dans lequel Lénine analyse le problème de la participation des "sociaux-démocrates" aux organisations qui naissent alors en dehors de l'influence des partis, en particulier les Soviets, mais pas seulement ceux-ci, toutes celles qu'il appelle "organisation sans parti" :

« Les socialistes peuvent-ils participer à l'activité des organisations sans-parti ? Si oui, dans quelles conditions ? Quelle tactique faut-il observer dans ces organisations ?

A la première question on ne peut pas répondre en principe par un non catégorique. Il ne serait pas juste de dire que la présence de socialistes dans les organisations sans-parti (c'est-à-dire plus ou moins consciemment bourgeoises) n'est admissible en aucun cas, dans aucune circonstance. En période de

22 Œuvres complètes de Lénine, éditions sociales, éditions du progrès, Moscou, 1977. T 10, p 71.

révolution démocratique, le refus de militer dans les organisations sans-parti équivaldrait dans certains cas au refus de participer à la révolution démocratique. Mais il est certain que les socialistes doivent réduire ces "certains cas" à un très petit nombre et qu'ils ne peuvent admettre pareille participation à des organisations de ce genre qu'à des conditions rigoureusement définies, restreintes. Car si les organisations sans-parti sont, comme nous venons de le dire, le produit de l'état relativement embryonnaire de la lutte de classe, l'organisation rigoureuse en parti est un des facteurs de la conscience, de la clarté, de la netteté et de la fermeté sur les principes de la lutte de classes.

La sauvegarde de l'indépendance politique et idéologique du parti du prolétariat est, pour les socialistes, une obligation constante, absolue, invariable. Quiconque ne l'observe pas cesse en *réalité* d'être socialiste, si sincères que soient ses convictions "socialistes" (socialistes en paroles). Le socialiste ne peut admettre la participation aux organisations sans-parti qu'à titre d'exception. Les objectifs mêmes de cette participation, ainsi que son caractère, ses conditions, etc., doivent être entièrement subordonnés au but essentiel : la préparation et l'organisation du prolétariat socialiste pour la direction consciente de la révolution socialiste.

Les circonstances peuvent nous obliger à entrer dans les organisations sans-parti, (...). Dans les deux cas, elle n'est admissible que si l'indépendance du parti ouvrier est entièrement préservée et – condition obligatoire – si le parti, dans son ensemble, dirige et contrôle ses membres ou ses groupes "délégués" dans les associations ou dans les Soviets sans-parti.

(...) Quelle doit être notre tactique dans les organisations sans-parti ? D'abord, profiter de toute occasion pour nous créer des relations particulières et diffuser tout notre programme socialiste. En second lieu, définir les objectifs politiques immédiats du moment du point de vue de la révolution démocratique la plus complète et la plus décisive, donner des mots d'ordre politiques dans la révolution démocratique, formuler le "programme" des transformations que doit réaliser la démocratie révolutionnaire qui lutte, à la différence de la démocratie bourgeoise qui ne fait que marchander.

C'est seulement dans ces conditions que la participation des membres de notre Parti aux organisations révolutionnaires sans-parti créées aujourd'hui par des ouvriers, demain par des paysans, après-demain par des soldats, etc., sera admissible et fructueuse. »

Certes, nous ne voulons pas faire d'équivalence mécanique entre le type d'organismes de cette période et ceux d'aujourd'hui, d'autant que comme on l'aura compris il s'agissait alors de la révolution bourgeoise de 1905. Cependant ils s'agissait alors de participer à des organisation sans-parti ouvrières. Mais pour revenir à notre préoccupation du moment, justement cette préoccupation constante de Lénine à propos de "l'esprit rigoureux de parti" est aujourd'hui particulièrement valide, d'autant plus que les organismes actuels vivent une vie de misère dans une situation qui n'est certainement pas, comparable quant à la combativité de la classe et au ferment social en présence à cette époque. Pratiquement, en se plaçant aujourd'hui, cela signifie que le Parti doit voir avant tout, dans la participation à ces comités, une occasion pour divulguer son programme révolutionnaire. Cela veut dire, pratiquement, que les militants ouvriers doivent intervenir constamment en tant que communistes révolutionnaires, et jamais en se camouflant derrière l'étiquette de simples travailleurs combattifs, et que leur action doit apparaître clairement comme étant dirigée en vue de rendre perméables à leur orientation classiste de parti les organismes dans lesquels ils agissent, sans que cela ne comporte d'exclusive vis-à-vis des travailleurs qui ne se soumettent pas à une telle orientation et sans pour cela abandonner l'organisation si une telle orientation est pas admise pleinement, mais démontre toutefois sérieusement la volonté de poursuivre l'action sur un terrain anti-opportuniste et anti-collaborationniste. En ce sens, il faut repousser avec force tant les positions qui veulent conférer à ces organismes un "programme politique" discriminatoire face aux travailleurs, que celles qui tendent à former des organismes "neutres" vis-à-vis de la lutte politique et des influences des partis, ou bien de simples organisations "techniques" des luttes ouvrières, imperméables à toute influence politique "extérieure". Le libre affrontement entre les tendances politiques en leur sein est une des conditions indispensables pour notre travail ; sinon, le parti

ne pourrait agir selon ses buts et sa finalité. Il n'y a pas contradiction entre le caractère ouvert que ces organismes doivent avoir, et donc la libre adhésion des prolétaires désireux de se battre simplement sur le terrain de l'affrontement direct de classe, et l'effort que le parti doit conduire pour acquérir dans ces organismes le maximum d'influence politique possible en vue d'en conquérir la direction.

A ce propos, citons encore Lénine dans la "Résolution de la Conférence du Comité Central du POSDR élargie aux militants du Parti (été 1913)²³" :

« 2. Tout le travail dans les associations ouvrières légales doit être mené non pas dans l'esprit de neutralité, mais dans l'esprit du Congrès de Londres du POSDR et du Congrès international de Stuttgart.

Les social-démocrates doivent recruter pour toutes les associations ouvrières dans les milieux ouvriers les plus larges possibles, en invitant tous les ouvriers, sans distinction d'opinions, à en devenir membres. Mais à l'intérieur de ces associations, les social-démocrates doivent constituer des groupes du Parti et, par un long travail systématique au sein de toutes ces associations, arriver à instaurer les relations les plus étroites entre elles et le Parti social-démocrate. »

Le sens de notre "esprit de parti."

Dans tout ce travail, il ne sera jamais assez dit que le Parti doit maintenir une distinction organisationnelle nette vis-à-vis de tous les autres regroupements existants au sein de ces comités, et des comités eux-mêmes, dont il peut appuyer ou critiquer publiquement les initiatives, indépendamment de la participation de ses militants à ces organisations. Les communistes mettront à la disposition de ces comités les forces de leurs militants ouvriers pour permettre le développement du travail pratique, en invitant les autres travailleurs à y adhérer, à condition qu'existent les présupposés réels pour cette adhésion, c'est-à-dire une propension réelle de certains travailleurs à s'organiser sur des positions classistes et anti-opportunistes. Les militants doivent en outre se réserver la faculté de prendre les distances de toute initiative et position qui contredise ou embrouille les positions politiques du Parti et doivent donner à cette "distinction" le plus possible de résonance et de caractère officiel. Autrement, les travailleurs qui suivent ces organismes seraient induits à penser que les Communistes sont prêts à soutenir des positions qui ne les caractérisent pas et le Parti en supporterait un préjudice de portée incalculable.

Une autre condition, qui est aussi une limite à notre participation à de tels organismes, est qu'ils soient effectivement les représentants d'une tendance ouvrière, même minime, à se placer sur le terrain de classe. Ce ne sont donc pas des organismes fantômes, constitués dans le meilleur des cas par des groupements politiques en quête de notoriété, se baptisant pour l'occasion "groupes syndicaux" et dont les effectifs ne représentent qu'eux mêmes. Il faudra du reste être très méfiant envers les éléments "politisés" qui ne prouvent pas sérieusement leur volonté de travailler pour la défense des intérêts ouvriers et sont seulement des beaux-parleurs en quête de publics "ouvriers" disposés à écouter leur baratin "politique". La caractéristique d'organismes de ce genre, hélas trop fréquentes dans une situation comme celle d'aujourd'hui, est leur tendance à se réduire à des "parlements politiques", où s'affrontent à l'infini des positions différentes, sans jamais arriver sérieusement à un travail orienté, de façon cohérente sur des bases de classe.

Le danger d'une participation prolongée des communistes à des organismes qui ont assumé ces caractéristiques ou à d'autres qui, même s'ils furent le résultat d'une poussée de luttes ouvrières ou d'épisodes syndicaux significatifs, une fois la poussée initiale terminée, en sont arrivés là, le danger est donc de fausser pour les prolétaires qui suivent l'action du Parti, une des positions cardinales du Parti lui-même, opposé par principe à toute entente avec d'autres organisations politiques, fait qu'il serait inévitablement amener à assumer dans une situation de ce genre. Il ne faut pas oublier que les ouvriers

23 Lénine, œuvres éditions sociales et du progrès, Moscou, 1977. Tome 19, p 459.

jugent le parti pas tant d'après ses énonciations programmatiques mais surtout d'après le comportement de ses militants parmi eux.

De façon analogue, il est du devoir imprescriptible du Parti que de prêter la plus grande attention et, où cela est possible matériellement, sans porter préjudice à la poursuite du travail Indispensable de défense des positions générales du Parti par la publication de la presse et de façon plus générale à la continuation organisationnelle du travail politique, d'intervenir activement dans toutes les manifestations ouvrières même minimales qui tendent, ne serait-ce qu'au niveau instinctif, à exprimer une opposition à l'oppression capitaliste et à la collaboration de l'opportunisme, en bannissant toute attitude fausement "puriste" de ceux qui tendent à théoriser l'inactivité du Parti sous le prétexte qu'il s'agit "seulement" de mouvements amorphes et insignifiants et qui ne sont donc pas "dignes d'être pris en considération" dans l'activité extérieure du Parti. On finirait ainsi par tomber dans une attitude de "révolutionnaires de salon" qui regardent du haut de leurs "connaissances marxistes" le mouvement réel, banal et infécond, tout en le jugeant, du haut de leur chaire, trop "immature" pour devoir s'y salir les mains en y intervenant.

Ainsi, dans cette délicate question qui est de participer ou non, et de quelle façon, aux comités ou coordinations qui naissent, meurent, vivent difficilement et de manière contradictoire, il est nécessaire de trouver le bon point d'équilibre entre deux critères fondamentaux pour la vie du Parti parmi la classe : d'un côté la nécessité, indiscutable pour les militants communistes, de participer activement à toute manifestation de lutte, ou même seulement aux prédispositions à celle-ci, pour affronter les problèmes quotidiens et contingents de la défense de classe, sans a priori aucun envers la solidité qualitative et quantitative d'un tel phénomène, même si cette tendance est limitée à quelques éléments les plus conscients d'une usine, d'une catégorie, d'une entreprise ; d'un autre côté la nécessité tout autant indiscutable que cette action ne puisse être confondue avec une propension à "accepter ou lancer des invitations, des lettres ouvertes ou des mots d'ordre d'agitation en vue de constituer des comités, des fronts et des ententes avec d'autres mouvements et organisations politiques quels qu'ils soient", comme l'affirment sans équivoque possible nos thèses.

Il est clair en cela que chaque comité est un cas en soi qui doit être analysé et affronté en tenant compte de ce qui a été dit. Il est donc impossible de rédiger une espèce de "manuel de comportement" auquel puissent se référer les camarades pour voir s'il faut ou non travailler dans tel comité. On peut cependant indiquer schématiquement les conditions pour l'adhésion sur la base susmentionnée.

1) Le comité ou la coordination ne doit pas être un agglomérat artificiel de "fractions syndicales" de divers groupes politiques ou carrément de groupes politiques qui se donnent pour l'occasion une étiquette "syndicale", en dehors de tout lien réel avec les luttes des travailleurs ou avec des tendances à l'organisation de secteurs ouvriers combattifs. Un tel comité ne pourra que se réduire à un parlement intergroupes qui, généralement, apparaît aux yeux des travailleurs comme un énième groupe politique extrémiste à l'intérieur duquel il deviendrait extrêmement difficile pour nous de maintenir cette autonomie politique qui doit toujours nous distinguer. Les communistes ne cherchent pas d'"alliance syndicale" avec d'autres groupes ou partis politiques, mais œuvrent pour favoriser le processus de regroupement classiste des travailleurs et de leurs luttes. Dans le cadre de ce travail, ils n'excluent pas que participent activement à ce processus des travailleurs d'autres partis et n'ont aucun préjugé à l'encontre de ceux-ci, mais cela ne peut qu'être le résultat de ce processus et correspond à la vision marxiste de l'affrontement de classe selon lequel celui-ci est déterminé par les conditions matérielles dans lesquelles vit et agit le prolétariat, et non par des "idéologies politiques", des croyances religieuses, ou de semblables "catégories de pensée". Il ne s'agit donc pas de partir à la recherche d'une alliance avec d'autres partis pour "déterminer" ce processus, mais d'accepter de travailler aux côtés de leurs militants ouvriers, quand ils se placent correctement sur le terrain de la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière.

2) Le comité ne doit pas se fermer à la libre expression de positions et de programmes politiques et de parti. Autrement, les communistes seraient dans l'impossibilité d'accomplir leur principal devoir : importer le programme politique révolutionnaire parmi les ouvriers. Ainsi, si se manifestait un blocage en ce sens dans un comité ouvrier, même, s'il est surgi d'une lutte, il faudra livrer bataille afin qu'il disparaisse...

3) Le fait qu'un comité ouvrier soit constitué dans sa grande majorité d'éléments politisés ne peut constituer un motif d'abandon ou de refus d'adhésion à ce comité. Cette caractéristique doit, le cas échéant, donner aux militants la connaissance des limites d'un tel comité et des grosses difficultés rencontrées dans le travail en son sein dans la mesure où il est difficile aujourd'hui de se mettre d'accord, même sur le seul terrain syndical le plus élémentaire, avec des éléments de tendances politiques différentes de la nôtre.

4) La constatation qu'il s'agit de travailleurs encore arriérés, même sur le terrain de la défense de leurs intérêts immédiats et qui ont dans le même temps démontré une ample disponibilité à la lutte sur des positions anti-collaborationnistes, en subissant encore sous diverses formes et manifestations l'influence de l'opportunisme et de ses organisations politiques et syndicales, cette constatation ne peut constituer un entrave à l'adhésion à un comité ouvrier. Dans ce cas, le travail impérieux des communistes consistera surtout à montrer dans les faits le danger et l'inconsistance de ces illusions, en les accompagnant lentement et progressivement, sans aventurisme et attitude professorale, dans l'évolution de leurs convictions. C'est précisément cela que l'on doit entendre quand, avec Lénine, on parle du devoir des communistes de "développer" la conscience des ouvriers.

5) Aucune adhésion ne sera prononcée par des communistes envers ces organisations, même ouvrières, dont les sigles cachent des groupes politiques précis et donc vers des comités qui de fait sont le "prolongement" syndical de partis politiques ou de regroupements sur fond "idéologique" et qui sont en fait fermés aux travailleurs qui ne partagent pas leurs thèses politiques.

6) Au contraire, une adhésion totale sera donnée aux comités qui, au travers de mille difficultés, contradictions et erreurs, surgissent de luttes ouvrières ou même seulement de la tendance spontanée de certains travailleurs à s'organiser pour s'occuper de leurs problèmes d'existence et de travail. Le nombre de travailleurs intéressés par ce processus, qu'ils soient beaucoup, peu ou même très peu, ne sera jamais un préalable à notre adhésion.

La nécessité de l'organisation économique de classe, repère programmatique du Parti

La fonction des communistes dans le processus de reprise de la lutte de classe, qui devra caractériser la scène sociale des prochaines années ne pourra donc pas consister à se tenir à l'écart, à observer du dehors ou d'en dessus le cours des choses, mais elle devra le féconder par sa propre participation militante active, en orientant le mouvement vers le programme révolutionnaire et son extension quantitative ; la possibilité pratique de ce travail dépendra des forces que le Parti réussira à mettre en jeu mais aussi de la situation réelle, les premières étant dialectiquement liées à la seconde, dans le sens où ces forces seront un produit et un facteur de la situation ; cela se vérifiera dans la mesure où d'un côté le Parti aura su rester ferme, contre les déviations de tactique et les enlissements organisationnels, sur la route de toujours et où, d'un autre côté, les conditions objectives auront permis la rencontre entre la volonté consciente de son action et de ses directives avec l'action spontanée des masses, poussées à agir toujours plus sous la pression des forces capitalistes et opportunistes.

Dans ce cadre, le Parti a le devoir, dès aujourd'hui, d'esquisser le processus que les prolétaires devront entièrement accomplir pour réaliser positivement le rôle de fossoyeurs du capitalisme que leur a attribué l'histoire.

C'est là le sens de la perspective de reconstruction du syndicat de classe que les communistes indiquent au prolétariat. Le Parti ne peut prévoir aujourd'hui le chemin par lequel cette perspective se concrétisera, mais c'est une tâche fondamentale, plusieurs fois rappelée dans le corps de thèses du Parti ; aucune situation révolutionnaire ne pourra être résolue, et la rencontre historique entre le Parti et la classe n'est donc pas pensable, sans qu'entre eux deux ne se déploie un vaste réseau ramifié d'organisations économiques pour la défense des intérêts immédiats contre les attaques du capital. Ce processus ne dépend pas de la volonté du Parti, dans la mesure où il ne pourra qu'être l'expression organisée de la concentration spontanée des poussées revendicatives prolétariennes, sous l'aiguillon de l'aggravation constante de leurs conditions de vie et de travail. Mais cette concentration devra se produire, et le Parti a pour tâche de travailler dans et pour cette perspective historique, dont la réalisation organisationnelle explicite, et non épisodique, est peut-être plus proche qu'on ne pourrait le penser.

La nécessité de l'organisation indépendante de classe doit donc être partout proclamée ; ce doit être un repère programmatique du Parti, un signe politique distinctif de première importance.

Il ne s'agit pas de mener une "*bataille pour le syndicat de classe*" imposée d'en haut par la conscience politique du Parti. Il ne s'agit pas non plus de faire de chaque épisode minime de lutte prolétarienne une "*action pour le syndicat de classe*". Sinon, on ferait de cette perspective historique une bataille idéologique en supposant de manière erronée que la poussée minime d'une action revendicative est suffisante pour amener un ouvrier à la conscience de l'organisation de classe ou bien que ce doit être au parti de se faire le porteur de cette conscience au sein du prolétariat. Au contraire, le prolétariat parviendra à ce niveau de conscience au travers d'un processus long et tourmenté dont les premières lueurs de luttes qui ont explosé hors et contre les syndicats officiels ces dernières années en constituent en un certain sens la préhistoire, le premier acte concret, faible et fragile. Mais dans ces épisodes, ainsi qu'en général dans les luttes ouvrières que les mots d'ordre du Parti peuvent atteindre, la perspective de la nécessité de l'organisation indépendante de classe doit être avancée avec clarté, afin que les travailleurs soient amenés à voir dans les communistes les défenseurs les plus cohérents et les plus conséquents de cette perspective matérielle.

Pour conclure, le Parti ne s'érige pas en édificateur et constructeur d'organismes de classe, mais ses militants ont le devoir d'avancer comme perspective aux prolétaires cette nécessité imprescriptible de la lutte pour la défense de ses propres intérêts et de participer activement aux poussées organisationnelles qui vont dans cette direction, là où c'est possible quand existent des travailleurs prédisposés à cette action, même s'il s'agit de minorités exiguës – les conditions que nous avons énumérées étant respectées.

Dans la poursuite de ce travail, le Parti n'a rien à innover, ni sur le plan de la doctrine, ni sur celui du programme révolutionnaire, et encore moins en ce qui concerne l'organisation interne, son action étant dans la ligne de toute la tradition de la Gauche Communiste. Il n'a qu'à poursuivre sur la route de toujours, sans fausses illusions, sans oscillations, sans hâte et impatience, en sachant que tout l'arc d'événements qui va des premières manifestations prolétariennes spontanées contre l'oppression capitaliste et qui conduit, au travers d'un contour complexe de situations, à la révolution prolétarienne dirigée par le Parti Communiste, que cet arc reste encore à accomplir ; ses phases saillantes sont enregistrées par le Parti et prennent vie seulement en lui comme cristallisation d'un processus social qui part de l'apparition du prolétariat sur la scène de l'histoire des luttes de classe et qui se déploie à travers un siècle et demi de batailles, de si terribles défaites et de si peu de victoires lumineuses, desquelles le Parti a tiré des leçons et des positions irréversibles, jusqu'à nos malheureux jours, à la veille de bouleversements et de tensions sociales où la plus grande tragédie est l'incapacité du Parti, vu ses forces exiguës, à "apporter la lumière" au mouvement ouvrier.

Encore une fois, nous n'avons rien à inventer et nous n'aurons jamais assez de mépris envers qui prétend entrevoir dans les événements d'aujourd'hui les conditions pour changer de route, pour

découvrir de nouveaux schémas organisatifs et programmatiques, dans l'illusion de forcer la main aux lois sociales de la lutte de classe entre bourgeoisie et prolétariat.

Ainsi que nous l'avons écrit dans la préface à notre texte n° 2 en langue italienne : "Le programme du Parti" (1974) :

« La force actuelle du parti ne dépend de la volonté de personne, mais de la conservation scrupuleuse et jalouse et de l'observance de ses principes et de leurs implications pratiques ainsi que, d'autre part, du développement favorable des contradictions sociales. En fonction de cela, le Parti croît, se développe, devient une force sociale déterminant pour l'affrontement social contre le régime du Capital.

Ces fonctions excluent que le Parti puisse revenir à la tête des masses combattantes, comme dans la glorieuse période 1917-26, en vertu d'expédients tactiques, de mesures diplomatiques, de rapprochements confus avec d'autres groupes politiques gauchisants, d'innovations de sens sibyllin dans le champ de l'entrelacement complexe des rapports parti-classe. Cela exclue aussi que le Parti renforce son réseau en retournant à des manœuvres bureaucratiques d'une fausse discipline formelle, pendant du rétablissement de pratiques démocratiques expulsées à jamais de notre sein. Ce ne sont que de faux moyens qui tuent le Parti comme organe de la classe, même si on en verrait augmenter les effectifs. Ce ne sont qu'expédients qui trahissent l'anxiété de chefs et de demi-chefs à "percer", dans l'illusion que l'on peut sortir du ghetto, dans lequel le vrai parti est réduit, certainement pas de par sa propre volonté, mais par la pression semi-séculaire de la contre-révolution victorieuse à l'échelle mondiale, en déformant les devoirs et la nature même du Parti.

La meilleure démonstration de l'inanité de telles manœuvres, plutôt que de la tirer de la critique des idées, est sa vérification dans l'expérience historique. Les rapports de force entre les classes n'ont pas du tout changé, bien que les trotskystes des diverses tendances, les gauchistes de tous les bords aient prédit à tous les vents l'adaptation du Parti aux situations, une politique "réaliste" consistant en un louvoisement continu.

Si le périmètre du parti est restreint aujourd'hui, et si son influence sur les masses prolétariennes est quasi-inexistante, la raison s'en trouve dans la lutte de classe, dans les événements historiques, et on doit avoir le courage de conclure soit que le marxisme est à jeter aux orties, et avec lui son parti politique, ou soit que le communisme marxiste doit rester invariant. De la vérification matérialiste et historique, après l'avoir avancée au niveau doctrinal, la Gauche en a tiré la féconde leçon : rien à inventer, rien à changer. Toujours fidèles à notre poste !"

NOTES SUR LA SITUATION SYNDICALE EN FRANCE

Une énumération de toutes les luttes ouvrières de ces dernières années en France, la plupart du temps canalisées puis liquidées par l'opportunisme syndical sur le terrain de la conciliation et sur l'autel de la paix sociale, serait trop longue et, de toute façon, incomplète.

Pour des syndicats tricolores, l'ABC est bien sûr la défense de la sacro-sainte démocratie. La "défense des libertés" (en régime capitaliste les classes dominantes sont libres d'exploiter et d'opprimer) permet de dévier toute lutte, d'utiliser gratuitement des énergies prolétariennes. Les élections et les campagnes les précédant se doivent d'être "calmes et sereines". L'Humanité (05/04/1974) l'affirme tout net : « Si la CGT a déjà fait preuve d'esprit civique et constructif autrement qu'en paroles (...), force est de constater que le patronat comme l'Etat-patron s'en tiennent à une position hermétique interdisant le règlement négocié des conflits qui se prolongent ». On se souvient de l'ardeur de nos compères syndicaux à faire reprendre le travail aux grévistes dès la fin Mai 1968... dès que De Gaulle leur proposa une issue de secours : des élections législatives.

Qui dit défense de la démocratie dit aussi anti-fascisme "le plus large possible", c'est-à-dire incluant toutes les couches et classes sociales possibles dans un horrible magma dont le seul but est de défendre le capitalisme ; contre les milices privées aux ordres des patrons, les syndicats demandent le renforcement de l'Etat par "des moyens plus adéquats pour la police" : comme si l'Etat n'était pas un "appareil de coercition", de domination au service de la classe dominante !

La défense de l'économie nationale, de sa compétitivité est aussi un des piliers de l'action des syndicats tricolores. Il suffit d'ouvrir une "Vie Ouvrière" (CGT) au hasard pour y trouver un hymne à la nation ; simplement quelques exemples : Berteloot, secrétaire CGT : « La CGT a eu plusieurs fois l'occasion, par la voix de ses militants les plus autorisés (?) de préciser qu'elle n'entendait pas compromettre par des exigences immédiates insoutenables pour l'économie du pays la réalisation d'un programme de la gauche qu'elle a soutenu depuis son origine. » (Septembre 1974). On l'a vu depuis Mai 1981 : les seules "actions" de la CGT ont consisté en des surenchères verbales qui, par définition, n'ont guère porté atteinte à "notre économie". De même, H. Krasucki, secrétaire CGT : « L'économie française est compétitive. La productivité en France est une des plus élevées des pays industrialisés et nos coûts salariaux parmi les plus bas de la CEE. » (Le Monde, 22 Février 1977). L'affirmation, toute à l'honneur de bonzes qui font bien leur travail et en commentent les résultats, montre aussi leur force relative : ils ont à leur disposition d'amples marges pour dévier et contrôler les luttes ouvrières, sans pour cela être contraints, dans la plupart des cas, de les nier ouvertement et d'appeler tous les jours aux sacrifices, comme c'est le cas en Italie par exemple. Enfin, terminons ce point par un morceau que seule l'Humanité est capable de pondre, nous rappelant la triste période de Waziers (1945) où le secrétaire du PCF, Thorez, faisait le tour des corons pour appeler à "produire plus"... pour reconstruire le capitalisme en lui permettant une accumulation intensive et sans heurts : « Les mineurs du Nord, de Lorraine, des Cévennes ont déjà fait la preuve qu'il ne suffisait pas de bavarder pour produire français. Ils ont déjà obligé le pouvoir à freiner la mise au rancart de notre industrie charbonnière. En s'appuyant sur le plan de lutte de Georges Marchais (amuse-gueule pour périodes électorales), ils sauront imposer une progression de notre production charbonnière. » (L'Humanité, 13/01/1981). Produire plus, cela veut dire aller encore plus profond, produire mieux, c'est augmenter les cadences : il est vrai que ce ne sont pas les patrons des Houillères ni les bonzes syndicaux qui descendent dans les mines se faire ronger par la silicose !

Réalisme oblige : le SMIC (Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance) avancé par les centrales varie comme des titres en Bourse : ainsi, la mort de Pompidou et la possibilité de l'arrivée d'un gouvernement de gauche firent passer du jour au lendemain la revendication, qui était de 1500 Francs par mois, à 1200...en Avril 1974. De toute façon, il ne s'agissait pas de défendre le pouvoir d'achat des prolétaires, mais d'une revendication "pour relancer la consommation intérieure" et donc l'économie nationale, alors, 1500 ou 1200...

C'est par rapport aux travailleurs immigrés que les positions chauvines des syndicats sont les plus criantes. La demande d'une "régulation des flux migratoires" à l'Etat se fait toujours plus pressante dès la fin des années 60. Ainsi la CFDT : « Un véritable contrôle de l'immigration devrait recouvrir une politique générale de l'immigration. » (Syndicalisme-hebdo, 24/07/1975). La CGT ne fait que reprendre les positions empoisonnées du PCF : « Il conviendrait également d'exiger du patronat une révision à long terme, sur 6 mois ou 2 ans, des besoins de la profession en main d'œuvre étrangère, en liaison avec l'O.N.I (Office National de l'Immigration, créé en 1945, déjà par les staliniens !) pour éviter le chômage » (L'Humanité, 18/08/1971).

Pratiquement, la CGT est depuis longtemps le cadre d'organisation d'une partie des ouvriers, employés français, et non de France. Le dernier argument en date des bonzes se résume ainsi : les travailleurs immigrés ont les emplois les plus mal qualifiés, les plus mal payés, donc inutile de les faire rentrer en France si c'est pour leur réserver ce sort, surtout depuis la crise. Le sort des immigrés, dont ils sont autant responsables par leur politique de division que les patrons et l'Etat, les émeut... seulement quand cela peut alimenter leurs campagnes chauvines !

Les deux millions de chômeurs officiels sont traités de la même façon : pas question de les organiser, comme pouvait le faire la CGT au début du siècle, aux côtés des travailleurs ayant un emploi, c'est tout juste une masse utilisable... pour mieux faire fonctionner l'appareil de production sous-utilisé et donc pour abaisser les coûts de revient et être plus compétitifs sur les marchés, etc..."Défendons le potentiel industriel national" sermonnent les bureaucrates syndicaux : notre pays ne doit pas devenir un pays sous-développé, il faut donc investir dans les secteurs à haute technologie « afin que la France ne se trouve pas à la prochaine conférence des pays les moins avancés avec les plus pauvres. » (le dirigeant de l'Union Départementale CGT Isère à Grenoble, Novembre 1981). Défense de l'économie nationale : sur le dos des travailleurs immigrés, des chômeurs... et même des masses affamées des pays dominés.

Comme l'économie capitaliste est une économie d'entreprises, nos syndicats rivalisent dans la défense de celles-ci, qu'elles soient publiques ou privées. Des sommets furent atteints avec Concorde ("défense de la technologie française"), Manufrance ("fabriquons des fusils français") ou en 1978-1979 lors de la restructuration de l'appareil sidérurgique : les maux de la sidérurgie en Lorraine étaient "expliqués" par "la voracité des trusts allemands" qui s'emparaient des marchés de "nos" industries... Les syndicats ont même, quand cela était nécessaire, négocié et signé des accords de réduction des salaires "pour sauver l'entreprise" : ainsi aux Ateliers Roannais de Constructions textiles en '79-'80, à Linvosges à Gérardmer en 1980, pour renflouer une entreprise "victime d'une mauvaise gestion".

Les propositions de la CGT de "plans industriels de sauvetage", les "fabriquons français" du PCF correspondent aux "plans de reconversion" avancés par le PS, au "vivre et travailler au pays" de la CFDT : derrière les diverses formules, on retrouve le même acharnement, de compères faisant tout pour lier le sort des prolétaires à celui du capitalisme, de ses unités locales, régionales, nationales. Toute leur action se situe dans ce cadre, qu'ils ne veulent pas modifier, qu'ils tiennent à sauvegarder, avec un instrument que ils ont depuis longtemps rodé, et que nous allons voir maintenant : le compromis, la discussion pour le partage des miettes : « Obtenir des résultats concrets, donner espoir, passent par les nécessaires compromis avec ceux qui dirigent l'économie et la vie sociale. » (J. Moreau, Syndicalisme 12/01/1978, cité par Rouge). Des revendications qui puissent calmer les ouvriers et qui soient acceptables par les patrons, voilà bien le terrain de manœuvre de ces pompiers sociaux.

La collaboration avec la classe bourgeoise a pris et prendra sans doute encore des formes très diversifiées. Une des manœuvres favorites des bonzes est l'isolement des luttes ; c'est ce que la CFDT a théorisé avec sa "tactique du harcèlement", qui ne vise à épuiser que les travailleurs par des actions momentanées et le plus cloisonnée possible.

Les syndicats font tout leur possible pour faire échouer les efforts des rares travailleurs combattifs qui tentent de faire connaître leurs luttes, leurs problèmes aux travailleurs d'autres entreprises, et toute tentative de coordination est combattue comme provocatrice, anti-syndicale, etc. La presse syndicale n'est pas en reste, diffusant quand il le faut des informations tronquées, par exemple sur la soi-disant reprise du travail "par la majorité" ; et quand l'information diffusée est vraie, c'est qu'elle est passée avec le retard voulu et n'a plus guère d'utilité. Aucune bataille centrale n'a jamais été menée contre les licenciements : les bonzes font appel à des commissions paritaires, aux prud'hommes, à "l'opinion publique", quelquefois on occupe une usine close. Un exemple type de "réaction syndicale", parmi tant d'autres : l'usine Karting (textiles) qui ferme ses portes en novembre 1981 à Grenoble, 470 personnes, surtout des femmes, licenciées, la CGT demande... qu'un expert-comptable vérifie la gestion passée de la direction !

Action, pour les syndicats du régime, cela signifie donc négociation, concertation. La grève, arme de classe par excellence, est le dernier recours en cas d'échec des négociations. Pour retarder le déclenchement des grèves, les bonzes en arrivent à l'argument suivant : ce sont les patrons qui ne veulent pas négocier. Pas question de les faire céder, il s'agit simplement de discuter entre gens du meilleur monde de la répartition de la plus-value arrachée aux travailleurs. Les années '70 ont vu se développer les fameuses "journées d'action" (dont la caractéristique principale est que rien ne se passe), la plupart sans un seul arrêt de travail prévu, programmées 6 mois à l'avance pour mieux démobiliser les travailleurs... et sans doute surprendre les capitalistes. Contre ces liquidateurs, la classe devra se réapproprier ses propres armes : grève sans préavis, sans limitation de durée.

Isolement, pourrissement des luttes, négociations et accords contre la classe ouvrière : tel est le triste et lourd bilan des syndicats opportunistes. On se souvient de l'accord "d'unité d'action" CGT-CFDT du 26 juin 1974 : ce texte rejetait les "comités anti-syndicaux irresponsables" et se proposait d'œuvrer "contre toute intervention extérieure au mouvement syndical dans la conduite des luttes" : c'était entériner les structures syndicales verticales comme seul cadre d'organisation du prolétariat, structures "représentatives" comme on le sait (qualificatif – texte législatif à l'appui – gracieusement accordé par l'Etat bourgeois pour bons et loyaux services). L'accord récent du 17 juillet 1981 (tous les syndicats ont signé, sauf la CGT, encore plus hypocrite, qui avait négocié pendant seize mois sous Giscard et qui, de toute façon et à son habitude, ne dénonce pas l'accord et demande même son application) propose les 39 heures hebdomadaires... négociables branche par branche et un lot de 130 heures (rien que ça !) supplémentaires par an dont le patron peut disposer à sa guise sans aucun contrôle de la Direction du travail. On se rappelle la loi des 40 heures, votée en 1936, et jamais appliquée. Cadeau au patronat - tromperie, marchandage sur le dos des travailleurs, tel est le contenu de ces accords. Les discours de défense de la hiérarchie, des systèmes de classification (surtout s'ils sont négociés démocratiquement !) et les conventions collectives dont est fier le patronat vont dans le même sens.

Travailler à ce que tout débordement des cadres imposés par l'Etat et les syndicats soit rapidement étouffé, par la calomnie, la délation ou la violence physique correspond à la volonté et à l'intérêt des bonzes d'interdire toute vie classiste véritable. La transformation des statuts de la CGT en 1971 est significative à cet égard ; l'article premier des statuts de 1906 (Amiens) disait :

« La CGT a pour but de grouper, sans distinction d'opinions politiques, philosophiques et religieuses, toutes les organisations composées de salariés conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat, et désireux de défendre leurs intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels ».

Dans le texte modifié :

« La CGT s'assigne pour but la suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échange ».

D'une façon globale, ce n'est pas la remise en cause du profit qui intéresse les bureaucrates, mais son utilisation, son affectation, sa répartition, vu que l'Etat capitaliste peut se permettre de leur en jeter encore quelques miettes pour s'engraisser dans ces centres commerciaux que sont devenues les Bourses du Travail.

Pratiquement, la mise au pas des prolétaires signifie aussi expulsion de ceux qui sont combatifs ou des sections qui ne se conforment pas aux directives de l'opportunisme syndical. Soit on exclut les délégués (Berliet, Lyon en 1975), soit on dissout la section toute entière (section mineurs CGT de La Mure en 1976, livre CGT à Rouen en 1975, une partie de l'Union Départementale Gironde en 1976, la section BNP-CFDT de Paris en janvier 1978 – plus de 1000 adhérents – la section Centre de Tride Lyon Gare CFDT en 77, celle de Créteil en 1980,).

Sombre passif : les dégâts d'un demi siècle d'encadrement par les syndicats vendus sont lourds et pèsent de tout leur poids sur le mouvement ouvrier qui, à quelques brefs épisodes près, subit encore l'écrasement opportuniste et n'a pas la force de se relever pour se défendre contre la trilogie si solidement soudée patrons-Etat-syndicats. La confusion et le poids de la contre-révolution règnent en maître, et les fausses oppositions des groupes gauchistes ne les remettent pas en cause. Révolutionnaires en parole et conciliateurs dans les faits, ceux-ci, au lieu de dénoncer l'opportunisme syndical et de l'attaquer pour ce qu'il est, ne font que donner aux centrales la caution "gauche syndicale" et désorientent un peu plus les rares prolétaires qui ne se soumettent pas aux consignes opportunistes. L'alternative au collaborationnisme syndical ne se trouve pas dans un "redressement" de ses structures, définitivement au service de l'ordre bourgeois, ni dans un changement de direction pour gérer "autrement" l'appareil syndical, mais passe par la reconstruction d'un véritable syndicat de classe, se réappropriant les méthodes et les buts de la classe ouvrière, organe aussi indispensable à la classe que l'est son Parti.

Passons sur les groupes "ex-mao" qui, après un semblant d'opposition hors des syndicats à la fin des années 60, ont réintégré le bercail des syndicats du régime et font concurrence aux opportunistes dans la défense de l'économie nationale. Les tenants de la "gauche syndicale", dont la tradition et l'implantation sont plus anciennes, ont une influence beaucoup plus pernicieuse ; cette tendance a permis aux directions syndicales de canaliser les rares travailleurs qui ne se soumettaient pas à leurs orientations, en leur offrant un courant "critique" qui, dans les faits, se soumet totalement aux manœuvres opportunistes. Se distinguant par des simples surenchères verbales, la gauche syndicale fait partie des syndicats du régime au même titre que les briseurs de grève du PCF. Faute d'avoir les instruments théoriques et de se donner les moyens pratiques d'une distinction claire avec l'opportunisme, la gauche syndicale apporte un peu plus de confusion quant à la situation syndicale et répand des illusions sur la possibilité d'influencer, de "mettre au pied du mur" les directions syndicales afin qu'elles se mettent à défendre, tout d'un coup, les intérêts prolétariens. Illusions démocratiques bien entretenues et, toujours, défense inconditionnelle des bonzes (certains le sont devenus) quand les travailleurs mettent en accusation les syndicats actuels comme organe de collaboration de classe. Il est clair qu'aucune solution n'est à rechercher de ce côté : une fois son vernis idéologique "radical" dévoilé, il ne reste plus rien à la gauche syndicale, si ce n'est quelques bonzes ou apprentis-bonzes qui piaillent... et un service d'ordre qui a de moins en moins à envier à celui de la direction CGT ou CFDT.

Un mot, enfin, à propos de ceux qui, se réclamant encore de la tradition de la Gauche Communiste (et, de plus en plus, des diverses oppositions de gauche au stalinisme), sont incapables maintenant de définir une orientation syndicale claire. Chez eux, les rapports parti-syndicats-classe sont devenus si confus qu'ils ne savent même plus où se situent les soviets dans cette hiérarchie et que le rôle de l'échelon syndical est remis en cause ("L'histoire nous dira ..."). Face à ce brouillard théorique, leurs

pratiques ne peuvent qu'être divergentes et centrifuges, car fruits d'analyses locales, vu le flou des directives centrales.

Nous aurons l'occasion de revenir sur la perspective communiste, qui consiste dans un travail long et patient afin d'œuvrer à la renaissance d'un véritable syndicalisme de classe, et passe nécessairement par une lutte incessante de dénonciation du syndicalisme tricolore, par l'organisation des prolétaires hors et contre ces syndicats.